



Un enfant se tient devant
un mur criblé de balles,
l'héritage de 26 années
de guerre civile en
Angola. Kuito, Angola,
mars 2000.
(© Ami Vitale/Panos Pictures)

La violence des échanges:

FACTEURS DÉTERMINANTS DE L'UTILISATION DES ARMES DANS LES CONFLITS

INTRODUCTION

Depuis toujours, les personnes engagées dans un conflit armé ont utilisé de nombreux instruments de violence, allant des pierres et des bâtons jusqu'aux fusils et aux missiles guidés. Ces armements ont été employés pour tuer, blesser et détruire l'infrastructure matérielle, avec des effets divers.

Quels facteurs influent sur le choix des armes et des cibles? Plusieurs variables influencent l'utilisation des armes légères et de petit calibre, tant dans une zone de conflit armé qu'au sein de sociétés soi-disant en paix. La réponse à cette question peut donc être aussi complexe que les causes du conflit armé lui-même. Des études précédentes ont souligné diverses dynamiques, dont le développement d'une culture des armes (Khakee et Florquin, 2003); la présence ou l'absence de codes légaux et sociaux afin de contrôler l'utilisation des armes (Miller, 2003); la «course aux armes» parmi les groupes rivaux (Cook et Ludwig, 2003); et les liens entre la violence et l'identité masculine (Cukier, Kooistra, et Anto, 2002).

Ce chapitre n'examine pas ces éléments en détail, mais analyse en revanche les *facteurs facilitateurs* importants qui peuvent encourager ou décourager le recours à différents types d'armes dans les conflits armés contemporains. Il fournit une structure qui permet de répondre à la question suivante: quels sont les facteurs premiers qui permettent ou qui limitent l'utilisation des armes? Le but est d'apporter aux responsables politiques une liste des facteurs qui peuvent contribuer aux formes destructrices et systématiques de l'emploi des armes, comme point de départ pour réfléchir à la façon dont une telle utilisation pourrait être limitée.

Alors que de nombreux et subtils phénomènes sociaux interagissent avec le fait de déterminer quand, si et comment les armes sont utilisées dans un contexte particulier, ce chapitre examine les principales influences sur l'utilisation des armes en ce qui concerne:

- les types d'armes à la disposition des groupes armés (qu'ils soient de nature étatique ou non); et
- la nature des objectifs visés par chaque groupe.

La première catégorie examine, par exemple, les contrôles *matériels* potentiellement forts sur les endroits où les armes peuvent être utilisées et les intentions des utilisateurs. Les *facteurs de disponibilité*, tels que la taille, le poids et la puissance de feu des armes, les conditions climatiques topographiques et infrastructurelles qui influencent leurs déplacements et les coûts d'approvisionnement, sont essentiels dans cette analyse.

La seconde catégorie tient compte des contraintes sociales ou de la compréhension partagée des limites acceptables à l'ampleur de la violence armée. Ce sont des *facteurs structurels*.

Le chapitre conclut qu'en évaluant diverses combinaisons de facteurs de disponibilité et structurels, on peut davantage apprécier la capacité d'un groupe organisé à se livrer à la violence armée, ainsi que ses cibles potentielles. Cette meilleure compréhension peut alors faire apparaître un certain nombre de voies aptes à limiter les conséquences les plus destructrices des conflits armés.

Ce chapitre révèle que plusieurs «points-clés» potentiellement forts peuvent être exploités afin de limiter les types d'utilisation d'armes les plus meurtriers. Pour ce faire, il faut:

- cibler d'abord les armes les plus destructrices, particulièrement dans le cadre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR);
- contrôler de manière plus efficace la production et le transfert d'armes légères bon marché vers les régions enclines aux conflits;
- améliorer le contrôle des stocks d'armes afin d'éviter un accès rapide aux variétés d'armes les plus destructrices;
- renforcer les initiatives visant à réduire la prolifération générale des armes au niveau local et régional, les armes les plus facilement disponibles étant les plus susceptibles d'être utilisées;
- analyser les objectifs, les structures de commandement et de contrôle des groupes, ainsi que l'accès aux ressources, avant de prendre des mesures restrictives.

Considérations méthodologiques

L'estimation de tout conflit nécessite essentiellement que l'on examine un certain nombre de sous-conflits au cours desquels l'emploi des armes varie quotidiennement. Il ne s'agit pas d'une observation nouvelle. Au début du XIX^e siècle, Clausewitz (1997, p. 204) a écrit: «Nos guerres sont faites d'un certain nombre de combats importants ou mineurs qui sont consécutifs ou simultanés, et cette interruption de l'activité en autant d'actions disparates est due à la grande multiplicité des relations dont découle la guerre.» Pour comprendre l'utilisation des armes, il est donc préférable d'opérer une distinction entre «type de guerre» et «type de conduite de la guerre» (Kalyvas, 2003, p. 7). Au lieu d'envisager un conflit en particulier comme une «guerre de ressource», un «conflit de faible intensité» ou comme une guerre «post-moderne» ou «nouvelle», ce chapitre adopte donc une analyse plus étroite (Kaldor, 1999; Klare, 2002). Il se concentre sur les «contextes» particuliers dans lesquels des armes sont utilisées¹.

Le «contexte» est le point d'utilisation des armes pour tuer, menacer, détruire une infrastructure physique ou encore pour faciliter la déprédation. Il indique l'endroit de convergence entre les objectifs des individus armés et leurs opposants. De plus, il s'agit du point dans le temps et dans l'espace où les effets néfastes de la violence armée sont les plus attribuables à l'utilisation des armes.

Pour analyser méticuleusement chaque contexte dans lequel des armes sont utilisées, un certain nombre de facteurs doivent être également pris en considération. Ces facteurs comprennent: le profil des acteurs et de leur idéologie; leur structure organisationnelle; leur base sociale, leur culture militaire et les stratégies de direction; les ressources dont ils peuvent disposer ainsi que les conditions climatiques et géographiques qui influencent leurs opérations; les circonstances internationales et nationales; et les dynamiques internes et technologiques spécifiques au conflit (Kalyvas, 2003, p. 4). Manifestement, seuls quelques éléments peuvent être analysés dans cette étude.

L'utilisation des armes dans tout conflit armé est limitée par la façon dont les groupes sont armés et par la façon dont ils interagissent avec leurs opposants et la population locale. C'est le cas pour les conflits entre les gangs rivaux dans une métropole telle que Los Angeles ou Rio de Janeiro, mais c'est également vrai pour les batailles entre factions en Afghanistan ou en Sierra Leone, et les interventions militaires à grande échelle en Tchétchénie et en Irak.

Cette étude envisage donc l'utilisation des armes comme le lien entre:

- *les facteurs de disponibilité* – les variables physiques et d'approvisionnements qui déterminent, par exemple, le type et les qualités destructrices des armes dont disposent les combattants; et
- *les facteurs structurels* – les éléments qui influencent l'utilisation ou non de ces armes des groupes d'individus et, dans l'affirmative, leur mode d'utilisation.

L'utilisation des armes dans tout conflit armé est limitée par la façon dont les groupes sont armés et par la façon dont ils interagissent avec leurs opposants et la population locale.

Ce chapitre se base sur trois hypothèses:

- le type d'arme employé dans un conflit armé impose certaines restrictions fondamentales concernant son mode d'utilisation et la finalité de celle-ci;
- l'environnement physique et l'organisation des acteurs armés déterminent la facilité avec laquelle les groupes peuvent acquérir certains types d'armes;
- les principales variables qui déterminent la façon dont les groupes armés utilisent ensuite ces armes sont leurs structures organisationnelles et leurs objectifs opérationnels.

Ce chapitre examine les groupes qui sont organisés, armés, qui ont recours à la force pour atteindre leurs objectifs et qui «mettent au point des objectifs politiques et économiques plutôt que des buts privés» (Capie, 2004, p. 4). La définition ne fait pas de distinction entre les groupes armés d'Etat et les groupes rebelles. Comme le montrent les récents événements en Tchétchénie, en Irak et au Népal, la dichotomie entre Etat et non-Etat est problématique pour évaluer l'utilisation et l'abus des armes légères et de petit calibre². De plus, il est évident que les groupes rebelles armés les mieux établis sont mieux organisés, ont régulièrement accès à davantage de fonds et sont au moins aussi motivés que les forces armées de certains pays développés. Comme l'observe Policzer (2002, p. 3-4):

Contrairement à ce que prédit cette dichotomie, il y a une grande part *d'empiètement* entre les groupes armés d'Etat et les groupes rebelles. Dans certains cas, les groupes armés non étatiques ont l'aspect et le comportement des groupes étatiques avec des administrations qui fournissent des services aux populations sous leur contrôle *de facto*. Dans d'autres cas, les Etats *de jure* ... [et leurs forces armées] ... ne le sont que de nom, ayant démantelé leur bureaucraties (ou n'ayant pas réussi à les organiser au départ) et opérant comme une série de réseaux aux connections lâches.

Esquisse des facteurs de disponibilité et des facteurs structurels

Le tableau 7.1 présente une sélection des facteurs importants qui peuvent influencer l'usage des armes dans un conflit armé. Les sections suivantes examinent ces facteurs, exposent leurs implications pour comprendre l'utilisation des armes dans un conflit armé et commentent l'influence qu'elles ont sur des mesures de contrôle.

Tableau 7.1 Utilisation des armes légères: facteurs de disponibilité et facteurs structurels

Facteur	Description	Exemples
Disponibilité	Contrôles physiques du potentiel destructeur de la violence armée, qui déterminent le type d'armes dont les combattants disposent et leurs effets nuisibles	Conception et puissance de feu des armes Taille et poids Prolifération locale Ressources du groupe
Structurel	Contrôles sociaux du ciblage de la violence et limites à l'utilisation de la violence pour atteindre les objectifs	Structure du groupe Objectifs structurels Moyens acceptables pour atteindre les objectifs Conformité aux buts structurels Encadrement du comportement des membres du groupe Structure de commandement et contrôle des membres

CONTRÔLES PHYSIQUES DU POTENTIEL DESTRUCTEUR DE LA VIOLENCE ARMÉE

Conception et puissance de feu des armes

La compréhension de l'utilisation est souvent basée sur une évaluation des conséquences, telles que les catégories d'individus ciblés et le nombre de personnes tuées ou blessées. Le type d'arme utilisé influence considérablement ces deux résultats. Alors que certaines armes présentent un haut degré de précision, d'autres sont conçues pour tuer sur des zones étendues et présentent donc moins de possibilités d'établir une discrimination entre cibles intentionnelles et non intentionnelles.

Les effets vont de l'impact d'une balle unique tirée par une arme rudimentaire fabriquée artisanalement au souffle de l'explosion qui suit la détonation d'un obus de mortier ou d'un projectile antichar, projetant des fragments de métal à plusieurs dizaines de mètres. La probabilité de mort, de blessure ou de destruction des infrastructures est grande. Comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (2002, p. 222) le remarque, «de niveau technologique des armes n'influe pas nécessairement sur le risque d'apparition des conflits, mais il détermine effectivement l'ampleur d'un conflit ainsi que la magnitude de la destruction qui sera causée».

Les combattants ne choisissent pas toujours les armes les plus appropriées pour un objectif bien déterminé. La disponibilité influe souvent sur la décision. Les corps armés qui sont bien financés, y compris les forces de l'ordre des États développés, utilisent une gamme d'armes spécialisées, telles que des fusils à lunette pour des meurtres ciblés ou des munitions de précision téléguidées. Les groupes disposant de moins de ressources emploient une variété d'armes qui sont plus facilement disponibles.

Pour ces deux groupes, la principale préoccupation n'est pas toujours de réduire au minimum le nombre de victimes, mais plutôt d'employer la force le plus efficacement possible. «La concentration de la puissance contre la faiblesse» est essentielle (Liddell Hart, 1974, p. 334). Les combattants préfèrent avoir une puissance de feu supérieure et fiable³.

Encadré 7.1 Objectifs et moyens: mort et destruction à Monrovia, au Liberia

En juillet 2003, Monrovia, la capitale du Liberia, a essuyé des tirs de mortiers indiscriminés. Alors que les rapports initiaux attiraient l'attention sur le nombre considérable de bombardements menés par le groupe rebelle des «Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie» (LURD), il est apparu par la suite que les troupes du gouvernement du Liberia étaient également impliquées dans ces bombardements⁴. L'étude de cas ci-dessous se concentre toutefois uniquement sur le LURD, en explorant les raisons de son changement radical en ce qui concerne l'utilisation des armes.

Pour le LURD, une série d'assauts en 2003 - qui ont atteint leur point culminant lors des attaques de juillet - ont représenté une intensification majeure de l'utilisation des armes. Précédemment, les attaques de petite ampleur effectuées par le LURD contre les forces gouvernementales avaient utilisé des armes légères et des lance-grenades autopropulsées (RPG). Les attaques dirigées sur Monrovia ont été beaucoup plus importantes par leur ampleur et leur niveau de destruction.

Ce changement peut être attribué à l'enchaînement de deux groupes de facteurs. D'abord, l'objectif du LURD, qui était de destituer le président Charles Taylor, devenait de plus en plus pressant au fur et à mesure que le cessez-le-feu semblait imminent. Ensuite, le groupe recherchait et a été en mesure d'acquiescer et d'employer un matériel plus destructeur que celui auquel il avait accès précédemment.

En 2003, Brabazon (2003, p. 8) a fait le commentaire suivant concernant l'organisation du LURD en 2002:

Alors que le LURD n'est aucunement comparable à une armée africaine formée, son respect apparent envers la population civile (et sa dépendance), combiné à un fort esprit de corps et à un certain niveau de formation militaire de base le placent certainement au-dessus du niveau des autres insurgés régionaux, notamment le RUF (Front révolutionnaire uni).

Les observations de Brabazon mettent l'accent sur deux facteurs étroitement liés. D'abord, le fait que le LURD ait été une unité de combat relativement cohésive qui disposait de structures de commandement et de contrôle bien définies. Au départ, le groupe était composé d'anciens combattants du Mouvement uni de libération pour la démocratie au Liberia (ULIMO). Environ 90% de sa structure de commandement étaient composés d'anciens commandants de l'ULIMO, et au moins 60% de ses troupes avaient appartenu à l'ULIMO (Brabazon, 2003, p. 7). Ces soldats étaient unis dans leur opposition au président Taylor.

Ensuite, une telle structure de commandement établie laisse supposer que le groupe était en mesure de contrôler les actions de ses combattants vis-à-vis de la population civile. Comme le note Brabazon (2003, p. 7), bien que le LURD ne respectât pas toujours les civils, il le faisait lorsque les commandants principaux étaient dans les parages.

Toutefois, les commandants principaux étaient présents à Monrovia lors de ces événements. Ils ont planifié l'acquisition de mortiers et sanctionné leur utilisation. De telles actions peuvent être difficilement qualifiées de signe de respect à l'égard de la population civile.

Encadré 7.1 Objectifs et moyens: mort et destruction à Monrovia, Liberia (suite)

Ces combats ont eu de graves implications pour la population civile. Selon Human Rights Watch, la population vivait dans des structures couvertes de feuilles de plastique, totalement vulnérables aux éclats provenant de l'explosion d'obus de mortier. Dans une annexe de l'ambassade américaine où des civils avaient trouvé refuge, par exemple, «plus de 25 personnes sont mortes sur le coup et plus de 50 ont été blessées... lorsque deux obus de mortier se sont abattus dans l'enceinte du bâtiment» (HRW, 2003, p. 11). Le Haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme a estimé le nombre de victimes des tirs de mortier en juillet à « plusieurs centaines, probablement plusieurs milliers de personnes » (ONU, 2003b, par. 3).

La détérioration de la situation des civils en 2003 n'était pas attribuable à un changement d'approche visant à contrôler les combattants du LURD. Il n'était pas non plus lié à une révision radicale des objectifs, mais plutôt à un changement de priorités de la part du groupe rebelle.

L'expérience antérieure des anciens commandants de l'ULIMO au sein du LURD a eu, sans doute, une influence sur le processus décisionnel. L'ULIMO avait connu, après le cessez-le-feu du mois d'août 1996 et aux élections de 1997, un certain nombre d'échecs qui avaient renforcé le pouvoir du président Taylor. En 2003, le LURD était sur le point d'atteindre son objectif principal, le renversement du président Taylor, mais il risquait de perdre tout dans un cessez-le-feu similaire à celui de 1996.

L'objectif principal du LURD en 2003 avait donc changé et visait à empêcher le président Taylor d'organiser de nouvelles élections ou de s'emparer de nouveaux territoires avant que les pourparlers de paix n'aient lieu (ICG, 2003a, p. 6). D'où l'assaut sans retenue sur Monrovia.

La disponibilité soudaine de mortiers n'était sans doute pas due au hasard. Comme le note l'International Crisis Group (ICG), la santé en déclin d'un des plus fermes partisans du LURD, le président Lansana Conté de Guinée, incita le groupe à profiter au maximum de l'aide militaire guinéenne (ICG, 2003a, p. 6) (TRANSFERTS).

Bref, les événements imposaient la nécessité vitale de se procurer une plus grande puissance de feu. Une attaque très importante fut lancée contre Monrovia parce que le LURD craignait qu'il ne s'agisse là de sa dernière chance de renverser le président Taylor. Par conséquent, lorsque le LURD commença à bombarder la capitale, le bien-être de la population civile ne figurait plus sur la liste de ses préoccupations.

Cette étude de cas montre que certains facteurs ont été d'une importance déterminante en ce qui concerne les pertes considérables en vies humaines à Monrovia. Les facteurs majeurs ont été la capacité du LURD d'acquiescer et de disposer de mortiers (facteur de disponibilité) et l'utilisation sans discrimination qu'il en fit (facteur structurel).

Comme l'illustre l'assaut du LURD contre Monrovia en juillet 2003, les effets les plus graves de l'utilisation des armes proviennent de l'emploi d'armes légères explosives, telles que les mortiers et les RPG dans les zones à forte densité de population.

Néanmoins, des effets secondaires similaires peuvent également

être observés dans des situations impliquant des armes de petit calibre. Haïti en est un exemple. Les policiers haïtiens ont été équipés de fusils automatiques à défaut d'armes de puissance de feu inférieure. L'utilisation d'armes automatiques par la police est également courante dans des villes telles que Bogota (Colombie) et Rio de Janeiro. Dans tous les cas, les munitions à grande vitesse peuvent perforer les murs, les portes et les véhicules et tuer ou mutiler les passants (AI, 2004; Guyler Delva, 2004; *Small Arms Survey*, 2004a, p. 213-43).



Conséquence du bombardement à Monrovia: civils tués dans l'annexe de l'ambassade des Etats-Unis en juin 2003.

Les changements en matière de disponibilité d'armes influencent l'issue d'un combat armé. Dans les Iles Salomon, au début de l'année 2000, le vol d'armes automatiques dans les arsenaux de la police a modifié la tournure du conflit. Précédemment, des armes à un coup étaient largement utilisées lors de conflits mais elles étaient difficiles à recharger; par la suite, un seul combattant pouvait tirer une trentaine de munitions en quelques secondes (*Small Arms Survey*, 2004a, p. 292).

Une tendance similaire, mais plus destructrice, a été manifeste en Géorgie (Abkhazie et Ossétie du Sud) en 1991-1993. Initialement (1989-1991), les approvisionnements limités en armes de petit calibre, comme les pistolets et les fusils d'assaut, réduisaient l'ampleur des actions militaires ainsi que le nombre de victimes. Cependant, dès lors que des armes lourdes ont été disponibles, conséquence de l'ouverture des dépôts militaires russes en 1991, l'intensité du conflit a considérablement augmenté (voir encadré 7.2). La violence sociale s'est transformée en une guerre à grande échelle, marquée par la perte de vies humaines, la destruction de l'infrastructure et des déplacements de population (Demetriou, 2002, p. 9-10, 26-28).

Encadré 7.2 Disponibilité des armes et ses effets: Abkhazie et Ossétie du Sud, 1989-1993				
Phase	Dates	Armes	Opérations	Effets
1	1989-1991	Les combattants comptent surtout sur des fusils de chasse, ainsi que sur des pistolets et des fusils volés à la police	Opérations de représailles, rapides et limitées, menées par de petits groupes d'hommes.	Enlèvements, assassinats isolés et déplacements forcés, entraînant entre 100 et 200 morts. Déplacements supplémentaires de petite échelle dus à la destruction de quelques villages
2	1991-1993	Grandes quantités d'armes légères et de petit calibre, comprenant des fusils d'assaut, des armes antichars et de mortiers, ainsi que certaines armes plus lourdes	Sièges (de villes) et actions militaires de grande envergure impliquant un grand nombre de soldats organisés et équipés. Action visant à acquérir des territoires	Enormes dégâts causés aux infrastructures. Destruction de centaines de villages et de villes. Au moins 9.000 personnes tuées et plus de 300.000 déplacées.

Source: Demetriou (2002, p. 25-29)

Dans les exemples mentionnés ci-dessus, alors que les combattants étaient responsables de la sélection de leurs cibles, les effets causés par de telles armes n'étaient souvent plus maîtrisés par leurs utilisateurs.

Le choix de l'arme n'est pas *toujours* déterminé, dès lors, par les conséquences liées à son utilisation, mais il est toujours déterminé par ses caractéristiques physiques. Dans toutes les situations, le type d'arme limite son utilisation et l'impact qu'elle a sur le conflit armé.

Contrôles de la puissance de feu

Les conséquences de la puissance de feu peuvent être gérées en contrôlant la production de certaines armes ainsi que le transfert et le stockage de ces dernières.

L'inquiétude provoquée par la prolifération des armes légères cache souvent la nécessité de cibler d'abord les armes les plus destructrices. Les initiatives portant sur l'approvisionnement devraient se concentrer principalement sur les armes ayant le plus fort potentiel d'entraîner la perte massive et rapide de vies humaines et la dévastation des infrastructures, telles que les mortiers, les RPG et les lance-grenades.

Les fabricants d'armements bon marché et hautement destructeurs bénéficient visiblement de la demande de telles armes dans une zone de conflit armé. Les plus importantes sont les armes légères telles que les RPG-7. Elles ne sont pas simplement bon marché, fabriquées en grand nombre et utilisées par de nombreux groupes armés étatiques et rebelles, mais les fabricants tentent encore d'augmenter l'attrait de ces «bonnes vieilles armes» en améliorant leur capacité de destruction. Les Etats moins bien financés semblent être les

principales cibles de cette campagne de marketing, beaucoup d'entre eux étant enclins aux conflits armés (*Small Arms Survey*, 2004a, p. 36). Étant donné qu'un certain nombre des sociétés impliquées sont implantées en Europe occidentale ou dans des États qui espèrent adhérer à l'Union européenne (UE), les responsables politiques semblent être en mesure de prévenir une telle évolution (*Small Arms Survey*, 2004a, p. 35-36).

Cependant, l'inquiétude provoquée par la prolifération ne devrait pas masquer le fait que la plupart des États utilisent des armes pour leur sécurité nationale et continueront à le faire. Autrement dit, si des entités armées, telles que les forces de police et les forces paramilitaires, n'ont pas accès aux armes qui sont appropriées pour effectuer les missions qui leur incombent, elles devront probablement utiliser des armes de type militaire, qui font courir de plus grands risques à la population locale (AI, 2004, p. 28). De plus, l'exercice du maintien de l'ordre par des soldats (l'option la moins coûteuse) dans des États tels que l'Afghanistan permet de faire des économies financières aux dépens des vies humaines plus menacées.

Par conséquent, les mesures visant à combattre les effets des armes légères et de petit calibre doivent se baser sur une évaluation nuancée des types d'armes qui doivent être contrôlées en priorité, ainsi que de leurs effets.

Les initiatives portant sur l'approvisionnement devraient se concentrer principalement sur les armes ayant le plus fort potentiel d'entraîner la perte massive et rapide de vies humaines et la dévastation des infrastructures.

Taille et poids des armes légères

Les armes légères et de petit calibre ont toutes sortes de formes et de tailles, allant des pistolets qui sont suffisamment petits et légers pour être portés en poche aux mitrailleuses lourdes en passant par les lance-grenades qui peuvent peser 100 kg, voire plus. Ces facteurs, en corrélation avec le climat et le terrain, conditionnent la disponibilité des armes pour tout utilisateur particulier.

La taille et le poids posent, sur le plan des mouvements d'armes, des contraintes qui ne peuvent être surmontées que moyennant des frais de transport. Tous les groupes sont concernés, mais ceux qui souffrent le plus sont généralement les petites entités qui disposent de peu de ressources. En revanche, la capacité logistique facilite une augmentation de la taille des armes utilisées par un groupe, ainsi qu'un changement de type et de puissance. Par exemple, les groupes armés étatiques et les groupes rebelles tels que les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont la capacité logistique de déplacer et d'utiliser des armes lourdes, y compris de grosses pièces d'artillerie. Les groupes disposant de peu de ressources sont souvent contraints d'utiliser uniquement des armes de petit calibre⁵.

L'utilisation efficace dépend souvent de la capacité à transporter du matériel de guerre sur tous les types de terrain (Muggah et Bevan, 2004; Yousaf et Adkin, 2001). Ceci est démontré par les armes fournies aux combattants moudjahiddin par les cols de montagne (de la province pakistanaise de la frontière nord-ouest) durant le conflit russo-afghan dans les années 80. C'est également manifeste pour le commerce d'armes entre Bougainville et les Îles Salomon à la fin des années 90 et dans les années suivantes. Lorsque les caractéristiques naturelles facilitent le transport des armes, les groupes doivent investir moins de ressources pour obtenir ce qu'ils recherchent.

La portabilité des armes a d'énormes répercussions sur la recherche et les processus décisionnels. A tout le moins, elle indique dans les grandes lignes le type d'armes que les combattants sont susceptibles de chercher à acquérir dans un contexte donné. C'est une information importante pour les chercheurs qui essaient de distinguer les types d'armes transférés vers une zone de conflit et leurs effets potentiels.

Prolifération locale

Si les groupes ne disposent pas d'armes «appropriées» pour une tâche donnée, ils ont deux options: cesser de se livrer à certains types d'activités violentes ou se procurer les armes qui sont plus facilement disponibles, les armes locales étant les plus faciles à acquérir.

L'approvisionnement local d'armes ne signifie pas que les groupes soient en mesure d'acquérir le matériel le plus approprié. Ainsi, si un paysan arrive avec une fourche pour se battre, les chasseurs, par exemple, peuvent aller à la guerre armés de fusils de chasse (généralement vétustes). Les armes légères et de petit calibre stockées localement auront donc un rôle essentiel pour déterminer la forme d'un conflit armé.



© Dario Lopez Mills/Associated Press

Des combattants masqués de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) portent une gamme d'armes comptant parmi les plus disponibles, y compris un bâton, Mexique, septembre 1996.

Les armes légères et de petit calibre stockées localement jouent un rôle essentiel dans la forme d'un conflit armé.

Dans les Iles Salomon, l'utilisation d'armes artisanales a fortement réduit le nombre d'échanges de tirs soutenus. C'est seulement après que des armes de type militaire ont été saisies dans des dépôts d'armes de l'Etat que l'utilisation d'armes a augmenté de façon exponentielle en terme d'échelle et d'impact (Capie, 2003; *Small Arms Survey*, 2004a). Parallèlement, les rebelles du Mali septentrional étaient, dans un premier temps, mal équipés pour engager des hostilités prolongées. La violence a augmenté après la saisie d'une grande quantité d'armes de type militaire appartenant aux forces gouvernementales (Lecocq, 2002, p. 231).

Les conséquences pour la sécurité des stocks d'armes sont manifestes. Les types d'armes détenues dans une zone géographique particulière, qu'elles soient détenues par la population locale ou stockées dans les arsenaux des forces des services de sécurité de l'Etat, sont susceptibles de modifier la tournure d'un conflit potentiel.

La poursuite des efforts visant à sécuriser les stocks d'armes dans des régions du monde où les tensions sociales augmentent le risque de conflits armés est essentielle pour limiter le recours à la violence si un conflit devait éclater. Cependant, cet objectif doit être à la fois qualitatif et quantitatif. La nature des armes stockées est au moins aussi importante que leur nombre.

Ressources du groupe et spirale d'acquisition

La capacité structurelle détermine en grande partie la capacité d'un groupe à acquérir, à transporter et à utiliser certains types d'armes. Il existe un lien étroit entre la disponibilité des ressources d'un groupe et l'impact potentiel qu'il peut avoir sur un opposant et sur la population locale. Connaître les ressources dont dispose un groupe armé est fondamental pour comprendre la façon dont l'utilisation des armes peut être contrôlée.

Dans une étude portant sur 74 insurrections postérieures à la Guerre froide, une publication a trouvé des preuves permettant d'affirmer que le soutien de l'Etat a joué un rôle majeur dans la perpétuation

de 44 d'entre elles. Cependant, ce rapport a également laissé entendre que l'aide de la diaspora peut devenir un facteur plus important lors d'un conflit armé (Byman *et al.*, 2001, p. xv)⁶. La deuxième rébellion Tamasheq au Mali septentrional (1990-1996), par exemple, a permis de mettre en évidence un soutien externe mineur et intermittent. L'achat d'armes légères et de petit calibre a été possible grâce à des fonds provenant de «grands partenaires», expatriés nantis qui adhèrent aux objectifs du groupe. Toutefois, le phénomène est peut-être mieux illustré par des groupes plus importants tels que le Hezbollah au Liban, les Tigres tamouls du Sri Lanka et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Ces organisations ont utilisé des réseaux étendus afin de se procurer de meilleures armes, comme les systèmes portatifs de défense anti-aérienne (MANPADS), auprès de fournisseurs situés loin des zones de combat (*Small Arms Survey*, 2004a, p. 88-89).

Dans des cas extrêmes, où le soutien étranger est absent et les ressources naturelles sont limitées, le capital humain peut être mobilisé en tant que ressource à part entière. Par exemple, l'Armée nationale de résistance (NRA) en Ouganda a fait appel aux sentiments ethniques, religieux ou spirituels au début des années 80 afin d'attirer un nombre relativement important de recrues. Par la suite, ces combattants ont eu pour mission de saisir les armes des opposants (Weinstein, 2004, p. 3-4).

Les armes modifient considérablement l'équation ressource-acquisition, en permettant aux groupes de s'emparer d'armes plus nombreuses et de meilleure qualité. Dans les zones où l'opposition est mal défendue, les groupes sont en mesure de renforcer considérablement leurs arsenaux. Le Mouvement populaire de libération de l'Azawad au Mali est un bon exemple de cette spirale d'acquisition. Il a apparemment commencé sa campagne avec une seule Kalachnikov. Après des attaques répétées, il a pu saisir près de 500 armes. Dans chaque cas, la quantité saisie augmentait et les stocks croissants permirent de lancer des assauts plus efficaces (Humphreys et ag Mohamed, 2003, p. 3).

Autrement dit, l'efficacité d'un groupe militaire est améliorée. De plus, comme l'ont remarqué certains spécialistes, le succès des combattants peut également mener à une augmentation cumulative du niveau d'aide externe. Les succès militaires génèrent un intérêt plus marqué pour la cause défendue, davantage de ressources financières et des armes plus nombreuses et de meilleure qualité – la spirale de l'acquisition – ce qui renforce la capacité du groupe à engager un conflit armé (Byman *et al.*, 2001, p. 55; Yousaf and Adkin, 2001).

Les ressources du groupe ont des implications considérables sur les mesures prises pour résoudre le conflit armé. Des facteurs comme l'embargo sur un Etat [Nations unies et République démocratique du Congo (RDC)] ou l'étiquetage d'un groupe comme organisation terroriste (Etats-Unis et Hezbollah) peuvent entraver l'accès des belligérants aux armes légères et de petit calibre. Cependant, ces facteurs sont contrebalancés par d'autres variables, comme le soutien d'un gouvernement voisin (Rwanda et RDC), le soutien étatique d'un groupe (Syrie et Hezbollah) ou le soutien d'une diaspora (LTTE). Il faut mener de plus amples recherches sur les liens entre entités armées étatiques et non étatiques si l'on veut obtenir une vue d'ensemble plus précise de l'influence des apports extérieurs sur l'utilisation des armes.

Les flux de ressources, qu'ils soient de nature commerciale ou liés aux ambitions politiques d'un Etat ou d'une diaspora, ont également la capacité de changer le degré de violence de manière qualitative dans un conflit armé en influençant les types d'armes dont disposent les protagonistes. Cette observation a des conséquences sur les analyses effectuées avant, pendant et après un conflit.

Dans le premier cas, la prédominance des armes légères et de petit calibre dans une région spécifique doit être considérée comme facilitant potentiellement l'acquisition de telles armes dans *toutes* les régions. La disponibilité de ressources a pour effet d'améliorer la capacité des combattants potentiels à se procurer des armes légères et de petit calibre.

Dans le deuxième cas, le flux continu de ressources vers des groupes a de graves conséquences sur le DDR et les programmes de consolidation de la paix. En Afghanistan, par exemple, il existe des relations évidentes, même si elles sont indirectes, entre le contrôle de la vente d'opium et la capacité des seigneurs de la guerre à acquérir les types et les quantités d'armes dont ils ont besoin (COFR, 2003).

La prédominance des armes légères et de petit calibre dans une région spécifique doit être considérée comme facilitant potentiellement l'acquisition de telles armes dans toutes les régions.

CONTRÔLES SOCIAUX ET CIBLAGE DE LA VIOLENCE ARMÉE

Ce chapitre s'est principalement concentré jusqu'ici sur les facteurs physiques liés aux types d'armes qu'un groupe armé peut utiliser et sur leurs effets. Or, ces facteurs ne nous apportent que peu d'informations sur le ciblage de l'utilisation des armes légères et de petit calibre. Ceci exige la compréhension des contrôles sociaux sur l'utilisation des armes (voir tableau 7.1).

Les sections suivantes présentent un large aperçu sur la manière dont des individus rejoignent des factions armées, qui ont des objectifs totalement différents et qui, par conséquent, utilisent des armes légères et de petit calibre de manière différente. L'attention se focalise sur un champ plus étroit de manière à pouvoir expliquer la façon dont la composition sociale de ces groupes facilite ou entrave le développement des mécanismes de surveillance qui peuvent contrôler l'utilisation des armes.

Structure du groupe et emploi des armes

Ce qui différencie l'utilisation des armes légères et de petit calibre par des groupes des actes de violence sporadiques perpétrés par des personnes isolées est le fait que des profils évidents puissent être identifiés sur la façon dont les groupes utilisent les armes. Les individus qui composent ces groupes veillent à ce que leur comportement respecte un certain nombre de paramètres et soit acceptable pour les autres membres du groupe. En agissant de la sorte, ils ne sont pas tenus de devoir constamment évaluer leurs actions potentielles jusqu'à l'extrême. Au contraire, ils suivent un plan d'ensemble (ou une série de procédures opératoires standard), qui définit des formes acceptables et non acceptables de comportement (Allison, 1971; Steinbruner, 1974). Le comportement du groupe reste relativement stable au fil du temps.

Comme l'a remarqué un ancien combattant au Mali: «Avec une arme, on est automatiquement tenu à l'écart du monde.»

Les individus armés partagent des liens qu'ils ne partagent pas avec les individus non armés. Comme l'a remarqué un ancien combattant au Mali: «Avec une arme, on est automatiquement tenu à l'écart du monde.» Il a reconnu que ceci est non seulement dû à la méfiance de la population non armée, mais aussi à la crainte pour le combattant armé de voir son arme volée et la situation s'inverser. Les armes redéfinissent les perceptions du «moi» et d'«autrui». Une motivation essentielle des membres d'un groupe est donc de continuer à «faire partie du clan».

Pour rester membres, les individus abandonnent certains intérêts indépendants (Simon, 1997). Dans le cas des groupes armés, on peut exiger d'un individu qu'il suive les règles codifiées ou, dans des circonstances extrêmes, qu'il doive observer un accord tacite consistant à s'abstenir de voler ou de tuer d'autres membres du groupe pour un profit personnel⁸. Ces règles ont pour but qu'un groupe fonctionne sans problèmes et que ses objectifs soient atteints. Elles peuvent aller des conventions les plus fondamentales visant à garantir la cohésion continue du groupe, telles que celles mentionnées ci-dessus, à des règles qui influencent l'efficacité avec laquelle un groupe mène une campagne de violence armée. Ces dernières peuvent comprendre des interdictions de tuer ou de piller des membres de populations civiles amies ou des principes conçus pour préserver l'approvisionnement en munitions. La menace de sanction, qui va de l'interdiction de participation des individus à des missions opérationnelles jusqu'à la mort (en dernier recours), en passant par l'humiliation ou l'ostracisme, renforce de telles règles⁹.

Pour mieux comprendre l'utilisation des armes, il convient d'examiner les circonstances sociales sous-jacentes des membres potentiels du groupe et comprendre pourquoi ils sont attirés par une entité en particulier, comment leurs propres buts s'intègrent dans ses objectifs larges et comment la violence est utilisée pour atteindre ces objectifs. Autrement dit, pour comprendre comment un groupe va se comporter, il faut évaluer ses objectifs essentiels.

La section suivante aborde d'abord l'impact du recrutement sur la formulation des objectifs du groupe et le ciblage ultérieur de l'utilisation des armes légères et de petit calibre. Ensuite, elle analyse la façon dont la composition sociale d'un groupe influence le développement de structures de commandement et de contrôle, ainsi que la façon dont ces mécanismes conditionnent l'utilisation des armes légères et de petit calibre, en conformité avec les objectifs de l'organisation.

Formulation des objectifs, du commandement et du contrôle du groupe, utilisation des armes légères et de petit calibre

Alors que la guerre peut masquer un large éventail d'activités odieuses, allant du vol au viol en passant par la vengeance personnelle dans le feu du combat, les actions des groupes armés sont clairement calculées. Par conséquent, on peut donc aller jusqu'à caractériser les conflits en fonction du comportement des belligérants. Ainsi, on pourrait percevoir le conflit au Liberia comme s'articulant principalement sur la prédation et le vol de ressources plutôt que sur la satisfaction d'objectifs politiques. De même, en ce qui concerne les groupes armés palestiniens, bien que la contrebande et la réalisation de bénéfices excessifs fassent indubitablement partie des activités menées par quelques entités, le but principal est d'instaurer un Etat indépendant. Dans les deux cas, la cause ou l'objectif définissent la façon dont la violence armée est ciblée. Un groupe libérien peut cibler un village, un groupe palestinien peut prendre pour cible les forces de police, des unités militaires ou des civils israéliens. Dans les deux cas, la violence directe peut enfreindre les normes internationales et certains peuvent la considérer comme excessive et sélective. Cependant, pour d'autres groupes impliqués, elle est normale, légitime et/ou nécessaire.

Pourquoi les armes légères et de petit calibre sont-elles utilisées de façons si différentes? Pourquoi, dans certaines situations, la violence armée prend-elle expressément pour cible les populations civiles et, dans d'autres, les forces armées, les institutions et les partisans d'un ordre politique? L'une des explications possibles est que les motivations des individus diffèrent dans leur immédiateté, qui est reflétée dans la composition des groupes. Les bénéfices liés à l'appartenance à un groupe armé peuvent être immédiats, comme l'esprit de solidarité avec d'autres individus armés ou la capacité à piller plus efficacement, ou peuvent, par leur nature même, être à plus long terme. Dans ce dernier cas, cela peut inclure une meilleure représentation politique pour un groupe spécifique de personnes, le rejet d'invasisseurs ou la sécession d'un Etat.

Au début d'un conflit armé, comme l'affirme Kalyvas, l'utilisation des armes légères, ainsi que toute forme de violence, est souvent multidirectionnelle et ne se focalise pas sur la réalisation d'un objectif spécifique à long terme. Des myriades d'actes de violence sont souvent perpétrés contre des voisins, en attendant la polarisation qui rendra clairement identifiables les parties en conflit, et des individus abusent violemment des ennemis suspectés (Kalyvas, 2003, p. 12-13). Il n'est pas nécessaire que des différends traditionnels refassent surface et qu'ils se cristallisent en une campagne de violence armée; bien plus, en utilisant des niveaux élevés d'instabilité et d'hostilité comme couverture, des individus utilisent souvent des armes pour régler leurs comptes ou satisfaire leurs penchants avides.

Dans un environnement marqué par une grande instabilité, la capacité d'individus à s'unir en groupes influence manifestement l'identification des cibles ultérieures de la violence armée. Lorsque le leadership et la volonté individuelle sont présents et lorsque les possibilités d'un projet tourné vers l'avenir sont claires, il est probable que des groupes cohésifs émergeront et dirigeront l'utilisation des armes vers, par exemple, des affrontements avec les forces de l'ordre de l'Etat (ou, inversement, la protection d'une nation). Cela ne signifie pas que les massacres et les atrocités perpétrés contre des civils diminuent nécessairement – en réalité, il y a plus de chances qu'ils augmentent – mais plutôt que les combattants rejoignent des groupes qui ont des objectifs clairs et qui sont souvent formés à l'utilisation des armes. Donc, les armes légères sont, pour la plupart, utilisées tactiquement et la violence est généralement fortement ciblée. Lorsque les conditions sociales dominantes ne facilitent pas de tels développements, les groupes ont tendance à se former uniquement avec l'intention de profiter du *statu quo*. Ces groupes utilisent en grande partie des armes légères afin d'exploiter des ressources et de piller ou de s'assurer tout autre type de profit immédiat d'ordre social ou spirituel.

Le texte ci-dessus donne une idée des grands objectifs que les groupes se fixent. Mais comment ces groupes se différencient-ils au niveau de leurs structures de commandement et de contrôle et quelles sont les implications pour l'utilisation quotidienne des armes? Comment les objectifs peuvent-ils servir de mesure au sens large pour jauger les cibles probables des hostilités armées?

La structure des groupes armés diffère, allant des hiérarchies hautement organisées et établies de longue date, communes aux armées traditionnelles, aux entités dans lesquelles il n'est pas aisé de discerner

Au début d'un conflit armé, en utilisant des niveaux élevés d'instabilité et d'hostilité comme couverture, les armes ont été utilisées pour régler des comptes ou pour satisfaire des penchants avides.

un quelconque système d'organisation. Cependant, comme le souligne Bowyer Bell (1998, p. 103), tous les groupes armés doivent, en pratique, disposer d'une certaine configuration formelle afin de contrôler dans une certaine mesure la direction opérationnelle de leurs activités.

Deux facteurs clés pourraient expliquer pourquoi les structures des groupes diffèrent. D'abord, la capacité des commandants à exercer une influence sur des individus armés (et, au contraire, la volonté de ces individus à abandonner un peu de leur liberté personnelle et d'accepter l'autorité des commandants). Ensuite, la capacité des commandants à surveiller la façon dont les membres du groupe utilisent leurs armes.



De jeunes recrues du LTTE écoutent des exposés dans un camp d'entraînement de la jungle situé dans le village de Vakarai, Sri Lanka, en août 1996.

© Associated Press

Alors que les chefs d'un groupe déterminent en grande partie le degré de contrôle exercé sur les membres, le commandement et le contrôle reposent largement sur la bonne volonté des recrues à respecter le leadership¹⁰. On peut soutenir que le commandement et le contrôle dépendent autant du degré de charisme des chefs et du degré de consensus, menant au consentement, que de la contrainte sous la menace d'une punition (Bowyer Bell, 1998, p. 103). Les objectifs structurels doivent comprendre des

promesses crédibles d'avantages pour les membres du groupe (Cyert et March, 1963; March et Simon, 1958; Simon, 1997). Seuls les groupes capables de faire des promesses crédibles d'avantages futurs, de préférence de gains immédiats, peuvent attirer des individus hautement engagés (Weinstein, 2004, p. 15). De tels individus sont plus susceptibles d'utiliser des armes afin de satisfaire les objectifs d'un projet progressiste qu'à des fins personnelles¹¹. Comme l'observe Weinstein, contrairement aux groupes ayant un objectif à court terme, il est souvent beaucoup plus aisé d'exercer un contrôle pour les commandants des groupes comprenant des individus qui recherchent des avantages à long terme, étant donné qu'il y a peu de chances que ces individus placent leurs intérêts personnels avant la satisfaction des objectifs du groupe (Weinstein, 2004, p. 32)¹².

Un deuxième problème (étroitement lié) du commandement et du contrôle est le niveau de surveillance que les commandants souhaitent et sont capables d'exercer sur les membres du groupe. Policzer (2002, p. 8-15) a créé un cadre global pour analyser la structure d'un groupe sur la base des informations qualitatives et quantitatives que les chefs acquièrent concernant les activités des recrues. Son approche se focalise sur la capacité des chefs à recevoir des informations et à contrôler si les actes des subordonnés sont compatibles avec les buts du groupe (voir tableau 7.2). L'hypothèse principale est que «les organisations qui traitent bien les informations sont susceptibles d'exercer une coercition radicalement différente des organisations qui ne les traitent pas bien» (Policzer, 2002, p. 8). Les chefs contrôlent les actions des subordonnés directement ou par le biais d'un intermédiaire au sein du groupe, et/ou se fient aux sources externes d'informations relatives aux activités des membres du groupe.

Dans le dernier cas, les chefs doivent envisager une variété de canaux, comme les groupes qui défendent les droits de l'homme et les médias régionaux et internationaux. La relative attention que le leadership voue à chacun de ces canaux influence sa capacité à contrôler les activités des subordonnés.

Tableau 7.2 Types de contrôles au sein des groupes armés

Type de contrôle	Source d'information	Exemples
Contrôle interne	Information fournie par le groupe	Surveillance directe par un chef Surveillance par un intermédiaire Combinaison des deux
Contrôle externe	Information provenant de sources externes	Surveillance de la population locale Surveillance des médias régionaux et internationaux Combinaison des deux

Note: Tableau tiré du travail de Policzer (2002).

Pour l'étude des groupes armés, cette approche est d'une grande valeur. Alors que la direction peut souvent prendre la décision de recourir ou non à l'usage des armes, diverses structures organisationnelles contrôlent sa capacité à fixer des objectifs, qu'ils soient de nature agressive ou bénévole.

Tableau 7.3 Contrôle fort et contrôle faible

	Contrôle interne fort	Contrôle interne faible
Contrôle externe fort	Groupes armés très organisés ayant souvent des ramifications internationales fortes, tels que l'armée britannique, le Hezbollah, ou les «Tigres» tamouls	Groupes armés organisés dans lesquels la supervision est volontairement opaque, tels que les milices de droite en Colombie et peut-être certaines unités privées de sécurité en Afghanistan.
Contrôle externe faible	Groupes armés organisés avec des liens ténus avec l'environnement externe, comme les entités rebelles au Mali septentrional ou les factions s'adonnant au trafic de drogue à Rio de Janeiro	Groupes armés avec peu d'organisation formelle et ayant peu de liens avec l'extérieur, tels que les éléments armés en Sierra Leone ou aux Iles Salomon.

Note: Tableau tiré du travail de Policzer (2002).

Les sections suivantes présentent deux formes d'organisations – les groupes qui recherchent des avantages à court terme et à long terme – et illustrent la façon dont diverses combinaisons de stratégies d'appartenance et de leadership influencent l'utilisation des armes. Elles se concentrent sur les facteurs qui influencent le type de personnes recrutées, leurs objectifs et la compatibilité entre les objectifs des groupes et ceux de leurs membres.

Encadré 7.3 Des objectifs à long terme aux objectifs à court terme: le passage de l'UNITA de la mobilisation de masse à l'exploitation de ressources

Depuis son apparition il y a près de 40 ans, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), groupe qui, à l'origine, utilisait la violence à des fins idéologiques, s'est transformée en un groupe qui se sert de la violence pour obtenir des gains matériels. Bien que ces deux concepts soient difficiles à distinguer, un changement sensible peut néanmoins être observé dans les objectifs de l'UNITA et dans la façon dont elle s'engage dans la violence armée.

Jonas Savimbi a créé l'UNITA en 1966 pendant la lutte contre la puissance coloniale du Portugal. Il a reçu un large soutien du peuple Ovimbundu, représentant près de 40% de la population angolaise. Les Ovimbundu ne bénéficiaient que d'une faible représentation politique au sein du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), majoritaire.

L'UNITA, dont le but était la libération nationale, a pu être considérée initialement comme un groupe promouvant des objectifs à long terme en faveur d'une grande partie de la société angolaise. Décivant Jonas Savimbi durant les premières années, Burke (1984, p.17) écrit:

Il s'est longtemps concentré sur l'éveil de la conscience politique de la paysannerie, leçon importante reçue par Mao. Il a instauré des coopératives alimentaires et développé des unités d'autodéfense dans les villages. Il a également introduit une structure gouvernementale élaborée dans laquelle les conseils élus dans les régions faisaient part de leurs opinions par l'intermédiaire d'un commissaire politique à un comité central composé de 35 personnes dont les membres devaient être choisis tous les quatre ans lors d'un congrès.

Encadré 7.3 Des objectifs à long terme aux objectifs à court terme: le passage de l'UNITA de la mobilisation de masse à l'exploitation de ressources (suite)

Parmi les trois principaux groupes armés rebelles impliqués dans la lutte contre la puissance coloniale (1966-74), l'UNITA comptait le moins sur l'aide externe, pour dépendre essentiellement de moyens politiques, plutôt que militaires, pour étendre son contrôle (Burke, 1984, p. 17). Cependant, l'UNITA n'a pu se qualifier longtemps de mouvement caractérisé par une importante mobilisation ethnique ou idéologique.

A la fin des années 60 et au début des années 70, l'UNITA a reçu une aide militaire et le soutien du régime d'apartheid d'Afrique du Sud, des États-Unis et, indirectement, des pays d'Europe occidentale membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (Johnson et Martin, 1988, p. 102-106). L'aide militaire a continué à affluer après le départ des Portugais (1975), alors que le conflit entre l'UNITA et le MPLA, de tendance communiste, s'intensifiait. A la fin des années 70 et durant les années 80, l'UNITA a obtenu l'essentiel de ses ressources en participant à l'un des conflits par procuration les plus longs d'Afrique.

Alors que l'UNITA cherchait à démontrer au monde extérieur sa force vis-à-vis du gouvernement MPLA, les actes de terrorisme devenaient un élément essentiel de sa stratégie armée, y compris les enlèvements et les détournements (Burke, 1984, p. 53).

En mai 1991, le Portugal, l'Union soviétique et les États-Unis concluaient l'accord de paix de Bicesse et un cessez-le-feu était appliqué afin de mettre un terme à 16 ans de guerre (ICG, 2003b, p. 2). L'accord marqua un tournant en ce qui concerne les objectifs de l'UNITA. Depuis le début des années 80, Jonas Savimbi avait émis le souhait de partager le pouvoir avec le MPLA si les forces cubaines et soviétiques quittaient le pays (Burke, 1984, p. 56). L'accord de paix a sans doute en grande partie privé l'UNITA de sa raison d'être.

L'UNITA refusa les résultats des élections de septembre 1992, que les Nations unies jugeaient libres et équitables, et reprit les hostilités en octobre 1992. Le Conseil de sécurité des Nations unies imposa des sanctions en 1993. La résolution 864 interdisait la vente et la fourniture d'armes et de pétrole, ou de produits pétroliers, à l'UNITA (Fowler et Angell, 2001, p. 191-92).

En réponse, l'UNITA augmenta ses transferts de diamants et d'autres ressources pour se fournir en armes. Elle offrit au Congo-Brazzaville et au Zaïre (les actuelles République du Congo et RDC) des ressources naturelles, y compris des diamants, en échange d'un soutien militaire et politique (Prendergast, 1999, p. 3). Le conflit s'intensifia considérablement, la violence étant perpétrée principalement pour acquérir des ressources naturelles. Comme le remarque Cleary (1999, p. 146), «plus d'Angolais ont trouvé la mort dans la guerre entre 1992 et novembre 1994 qu'au cours des seize années de conflit qui ont précédé 1991».

Les affrontements se sont quelque peu calmés juste après les années qui ont suivi la signature du Protocole de Lusaka en 1994. Toutefois, en 1997, l'accord était totalement violé.

Lorsque le gouvernement zaïrois du président Mobutu Sese Seko est tombé en avril 1997, l'UNITA a perdu son principal soutien.

Les Nations unies ont imposé de nouvelles sanctions en 1997 (Résolution 1127) et en 1998 (Résolution 1173), qui comprenaient des interdictions de représentation et de voyage à l'étranger, ainsi que des interdictions relatives à la vente ou à l'exportation de diamants par l'UNITA. Néanmoins, comme le note un rapport de l'ICG, «à la mi-1998, après s'être réarmée et avoir exigé des amendements importants au Protocole, [l'UNITA] a repris une guerre de faible intensité» (ICG, 2003b, p. 3).

Etant donné le renversement du président Mobutu, comment l'UNITA a-t-elle pu se réarmer? Prendergast affirme que l'organisation a recherché et trouvé de l'aide et un refuge au Burkina Faso et au Togo, en grande partie en échange d'un accès à ses ressources naturelles. Il note: «Le moteur des efforts de réapprovisionnement de l'UNITA durant cette décennie a été les diamants, qui remplaçaient l'aide que l'UNITA recevait des États-Unis et de l'Afrique du Sud de l'apartheid durant la Guerre froide» (Prendergast, 1999, p. 3). Le groupe a bénéficié d'un réseau étendu de courtiers régionaux afin d'échanger des ressources naturelles contre des armes.

Après la mort de Jonas Savimbi en février 2002, le conflit prit officiellement fin le 4 avril 2002, avec la signature des accords de Luena.

En 2003, l'ICG signalait que la plupart des unités de l'UNITA s'étaient tournées vers le banditisme et le crime organisé en raison de l'effondrement de la structure de commandement l'année précédant la mort de Savimbi (ICG, 2003b, p. 6). Le fait que de nombreux hauts commandants de l'UNITA avaient obtenu des postes politiques dans la capitale, Luanda, et qu'ils bénéficiaient d'un train de vie somptueux avait encore plus encouragé la déloyauté parmi les sans-grades qui n'avaient rien reçu. En somme, le groupe à l'objectif à long terme des années 60 s'était transformé en un groupe recherchant des objectifs à court terme composé des membres de l'UNITA qui possédaient un fusil pour tout bagage.

Les groupes peuvent chercher à piller ou à contrôler les ressources, ou bien les avantages sociaux et économiques de la guerre peuvent simplement dépasser ceux de la paix.

Groupes recherchant des avantages à court terme

Les groupes qui recherchent des avantages à court terme peuvent inclure ceux dont les objectifs sont le pillage et le contrôle des ressources, comme les mines de diamants et les forêts. Autrement dit, ils peuvent être engagés dans un conflit armé simplement parce que les avantages sociaux et économiques de la guerre sont supérieurs à ceux de la paix. L'utilisation des armes légères et de petit calibre varie en fonction de l'objectif à court terme spécifique. Ces groupes attirent des recrues qui se soucient peu des conséquences de la violence pour la population locale. Donc, à première vue, leur utilisation des armes légères et de petit calibre peut sembler aléatoire.

Par rapport à un certain nombre de groupes, comme ceux du Liberia, la torture, le vol, le viol et le massacre par des combattants armés ne peuvent pas être considérés comme faisant partie d'un projet politique systématique ou comme la conséquence d'un accord concernant les objectifs parmi un grand nombre de personnes (Ellis, 1999). Dans de tels cas, l'utilisation d'armes légères et de petit calibre est en grande partie impromptue, la coordination de style militaire est particulièrement absente et la violence est multidirectionnelle. Les combattants du Front national patriotique du Liberia du président Taylor (NPFL) vivaient au jour le jour et avaient recours au massacre, au pillage ou au viol afin de satisfaire des désirs immédiats. Les armes étaient donc davantage utilisées pour faciliter le pillage, le viol et d'autres formes de prédation que pour atteindre des objectifs militaires.

Il en va de même pour les conflits dans les pays voisins que sont la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone. Ainsi, les armes ont été utilisées pour menacer la population locale et pour extorquer et tuer à volonté, pour diverses raisons. Les combattants ne sont qu'assez rarement motivés ou contraints de lancer des assauts de grande ampleur contre les troupes gouvernementales afin de conquérir ou de défendre un territoire.

Une fois installés dans une région, les combattants munis d'armes légères et de petit calibre peuvent piller et tuer sans devoir engager un combat, comme s'il s'agissait d'un élément d'un projet politique à long terme (Clapham, 1998).

Encadré 7.4 Objectifs du groupe et cycles de violence armée

La violence engendre la violence. Alors que la présence d'individus armés peut accroître l'insécurité dans une région, les cycles autocatalytiques de violence armée semblent être déclenchés par la façon dont les groupes semblent agir par rapport à la population environnante.

Les anciens combattants maliens ont rapporté que, si on se méfiait toujours des individus armés, lorsque les familles et les communautés de membres du groupe reconnaissaient la légitimité objective du groupe, un certain niveau de consensus indiquait qu'il était nécessaire que les membres du groupe soient armés. Toutefois, si l'on voyait que le groupe se livrait à des actions contraires aux objectifs des communautés locales, comme le banditisme, l'inverse était tout aussi vrai. Au Nord-Kivu, en RDC, des enquêtes sur le terrain menées entre 2002 et 2004, ont révélé que des groupes de Mai-Mai, perçus auparavant comme des «combattants braves et intrépides» (qualités souvent attribuées à des pouvoirs surnaturels) dans la lutte contre le régime du président Mobutu, avaient vu leur prestige diminuer. L'étude a remarqué un profond changement dans les perceptions locales. La population s'aperçoit aujourd'hui que les combattants ne sont pas invincibles et attribuent leur perte de statut à leurs vols, leurs actes de banditisme et à la maltraitance de la population locale. Il en résulte une situation dans laquelle la condamnation locale aggrave le comportement antisocial des combattants. A son tour, cela amène la population à perpétrer un nombre accru d'actes de violence à leur encontre et entraîne une violence armée omniprésente dans la société. (Jourdan, 2004, p. 157-76).

Les avantages à court terme se manifestent également de façon moins liée à l'avantage économique. Dans certaines régions, comme le Nord-Kivu, en RDC, l'appartenance à un groupe armé offre la possibilité d'une mobilité sociale immédiate, représentant «une tentative d'accéder aux aspects matériels et, par-dessus tout, symboliques de la modernité» (Jourdan, 2004, p. 157). Dans ces circonstances, non seulement les combattants utilisent des armes légères et de petit calibre afin de voler pour survivre, mais ils les utilisent également souvent dans une tentative de retourner l'ordre social à leur propre avantage (Jordanie, 2004, p. 162-63). Etudiant le Mouvement national somalien (SNM), Compagnon (1998, p. 80) remarque:

Les milices initiales bien formées ont été décimées dans des combats violents... et ont été remplacées par des contingents recrutés dans toutes les couches [du clan]. La plupart de ces nouveaux combattants venaient de villes dévastées et avaient perdu leurs proches au cours de la guerre. La plupart d'entre eux n'avaient pas bénéficié d'un enseignement régulier, à cause de l'effondrement du système scolaire depuis 1984, et la majorité d'entre eux étaient sans emploi avant de rejoindre la guérilla. La guerre est devenue un mode de vie et le fusil automatique un moyen de subsistance.

Dans de telles circonstances, les actes de violence armée sont souvent dirigés contre les représentants de générations plus âgées, particulièrement les personnes qui représentent la hiérarchie traditionnelle. Parallèlement, ils se focalisent sur l'acquisition d'articles qui symbolisent la modernité, comme les lunettes solaires, les vêtements design et les radios (Ellis, 1999).

Des systèmes similaires peuvent être observés dans les actes de violence perpétrés par des groupes armés financés par l'Etat. Les membres des milices armées par le gouvernement et des paramilitaires, issus généralement de milieux pauvres et qui n'ont aucun engagement à long terme pour une cause, ont utilisé des armes afin de faciliter la prédation de la population. Ces groupes sont principalement composés d'individus qui recherchent des avantages à court terme. Comme l'affirme Dasgupta (2003, p. 9-11), le fait que des unités paramilitaires, comme les Forces d'autodéfense unies de Colombie (AUC), sont souvent l'élément transitoire d'un appareil de sécurité d'Etat signifie que les membres du groupe essayeront régulièrement d'avoir accès à d'autres ressources que celles fournies par l'Etat.

La grande prédominance d'individus qui recherchent des avantages à court terme a de fortes répercussions sur le type de commandement et de contrôle instauré dans un groupe. Les groupes qui attirent de tels individus, par exemple le NPFL, sont souvent difficiles à contrôler et les commandants ont peu de motivation ou de capacité à introduire une structure organisationnelle solide.

L'encadrement minimal interne et externe engendre une situation dans laquelle il est peu probable que le chef connaisse réellement les activités de ses subordonnés, ou exerce un quelconque degré de contrôle sur leurs actions. Il existe peu de restrictions sur les armes et la plupart des individus sont armés et en mesure de les utiliser impunément à l'encontre de personnes extérieures au groupe¹³.

Contrairement aux groupes ayant des objectifs à long terme, les structures de commandement et de contrôle d'entités moins organisées sont souvent plus obscures et les sphères d'autorité se chevauchent régulièrement. Par conséquent, si un commandant souhaite contrôler l'utilisation des armes, l'autorité est tellement fragmentée que cette tâche est rendue difficile. Un autre cas est le Front révolutionnaire uni (RUF) de la Sierra Leone. Malgré les tentatives des principaux responsables visant à unifier le groupe, le RUF est resté essentiellement une «organisation de bandits uniquement guidée par les besoins de survie de ses commandants de groupes et de front, pour la plupart sans formation et aliénés» (Abdullah et Muana, 1998, p. 191-92).

Même au sein de groupes dans lesquels des commandants exercent un contrôle considérable et dans lesquels le contrôle et le commandement sont solides, ces processus ne s'étendent pas nécessairement à tous les combattants. Pour des raisons d'opportunité militaire, les commandants emploient souvent de petits groupes de combattants qui sont périphériques par rapport au groupe central. Une des raisons pour expliquer cela est qu'ils accroissent la force d'ensemble qu'un groupe peut déployer ou qu'ils connaissent bien



Des enfants combattants munis de leurs armes dans les rues de Monrovia en avril 1996.

© Reuters

la zone des opérations. Généralement, ces combattants ne sont rien de plus que des flibustiers et montrent peu d'allégeance à une cause spécifique. Certains commandants reconnaissent avoir peu de contrôle sur la façon dont ils utilisent leurs armes¹⁴.

Il ne s'agit pas uniquement d'une caractéristique propre à de petits groupes rebelles armés. Les événements en Afghanistan démontrent que les groupes armés se rattachent souvent à des groupes plus importants pour un certain nombre de raisons. Les groupes d'autodéfense de Jonathan Keith Idema à Kaboul en sont un bon exemple (Burnett, 2004; *Washington Post*, 2004). Les groupes d'individus périphériques peuvent être tolérés, parce qu'ils sont utiles ou ils peuvent être encouragés à participer pour donner plus de crédibilité aux démentis concernant certaines actions. Dans ces deux exemples, toutefois, le contrôle de l'utilisation des armes est nécessairement plus faible que pour les groupes armés centraux. Dans des situations extrêmes, comme celle de la RDC, des quantités d'armes ont été remises aux milices, sans mettre en place de mécanismes pour enregistrer l'identité des destinataires. (Capie, 2004, p. 9).

Des situations similaires existent lorsque le commandement et le contrôle sont délibérément imprécis afin de garantir les démentis des chefs suprêmes. C'est souvent le cas dans les rangs des paramilitaires, des forces de police et des milices qui sont «des extensions de l'autorité centralisée des forces militaires nationales», comme les Interahamwe (Hutu) au Rwanda (Dasgupta, 2004, p.1). Les membres de ces groupes reçoivent certaines instructions concernant le ciblage d'un ennemi particulier, mais leurs actions importantes ne sont pas coordonnées et, généralement, le leadership les nie.

Encadré 7.5 Structures de contrôle: le trafic de drogue à Rio de Janeiro

La violence armée associée au trafic de drogue à Rio de Janeiro a attiré l'attention des médias du monde entier. Quatre factions dominent actuellement le marché de la drogue au Brésil¹⁵. Tout en ne montrant que peu de choses sur le plan d'une structure formelle, des acteurs apparemment «indépendants» - *donos do tráfico* - et leurs subordonnés agissent dans le cadre d'une structure d'alliances lâches basées sur le bénéfice mutuel. La structure s'organise autour d'un soutien mutuel et d'objectifs communs, ce qui englobe des objectifs mutuellement souhaitables pour obtenir un avantage rentable et étendre leur territoire (Dowdney, 2003, p. 43). Cependant, elle est également réglementée par la violence extrême. Dans ce système, la violence armée est loin d'être aléatoire, elle est minutieusement contrôlée.

Chaque *dono* contrôle une ou plusieurs favelas, organise le trafic de cocaïne et de marijuana dans ces communautés, distribue des armes à son personnel et entretient des relations diplomatiques avec d'autres *donos* de la même faction (Dowdney, 2003, p. 47).

Aucune faction *dono* ne dispose d'un chef en tant que tel, mais certains individus cumulent pouvoir et respect grâce à leur sens du leadership. La plupart de ces puissants *donos* sont en prison, mais ils sont capables de contrôler les activités sur leurs territoires au moyen de téléphones mobiles ou par l'intermédiaire de *donos* désignés à l'extérieur.

Les *donos* ont créé un système de contrôle basé sur la violence ou la menace de la violence par lequel les trafiquants reçoivent la protection de la communauté en échange de quoi ils lui offrent ce que l'Etat n'a généralement pas réussi à lui fournir: le maintien de l'ordre social, le soutien, des stimulants économiques et des activités de loisir (Dowdney, 2003, p. 53-54).

Le recrutement dans ce système bénéficie très fort de l'absence marquée d'options. Il s'agit d'une démarche volontaire, simplement parce que le fait d'entrer dans le trafic de drogue est souvent «la meilleure alternative» (Dowdney, 2003, p. 130). C'est le cas notamment pour les enfants et les adolescents.

Les membres peuvent commencer leur carrière en tant qu'*olheiros* (guetteurs), progresser et devenir des dealers, et éventuellement finir par encadrer d'autres membres. Ils peuvent également devenir *soldados*; à savoir des membres armés permanents de la faction responsable du maintien de l'ordre et de la défense.

Tout au long de leur carrière, les membres du groupe et les résidents locaux sont soumis à un système de supervision, d'ordres, de règles et de sanctions, le but ultime du système étant d'atteindre et de préserver les objectifs du groupe. La drogue doit être payée, personne ne peut parler à la police, et le territoire doit être défendu. La petite délinquance qui pourrait, par exemple, endommager ce système de contrôle ou aggraver les tensions avec les factions rivales, est punie (Dowdney, 2003, p. 139-47). La sanction est prononcée en fonction du crime et va de l'expulsion aux passages à tabac, voire aux exécutions. Un délit grave n'est pas jugé sur la base des moeurs sociales, mais sur ses implications pour le fonctionnement continu du système de contrôle - un crime est un acte qui met le système en danger. Comme l'a déclaré un jeune de 17 ans en réponse à une question concernant ce qu'il se passerait s'il n'obéissait pas aux ordres de son patron: «ça dépend de ce qu'il demande... S'il s'agit de tuer quelqu'un, je dois le faire. Si je ne tue pas, alors c'est ma vie qui est en danger» (Dowdney, 2003, p. 149).

Pour comprendre comment les membres d'une faction utilisent les armes, il faut évaluer les principaux objectifs du système et les activités acceptables et inacceptables qui s'y déroulent.

Note: l'encadré est basé sur des recherches présentées dans Dowdney (2003). Children of The Drug Trade fournit une analyse complète de la violence armée organisée à Rio de Janeiro. Nous remercions l'auteur pour sa précieuse contribution.

Source: Demetriou (2002, p. 25-29)

Groupes recherchant un avantage à long terme

En revanche, les groupes attirant des recrues qui recherchent des avantages à long terme diffèrent considérablement de ceux qui sont composés majoritairement d'individus recherchant des avantages à court terme. De tels groupes souhaitent acquérir une place au sein du système politique ou recourent à la violence pour atteindre des objectifs se voulant collectivement progressistes. L'utilisation des armes diffère donc considérablement. D'abord, les membres du groupe sont susceptibles de ne pas s'engager dans des violences qui pourraient mettre en danger ces objectifs. Ensuite, en raison des objectifs collectivement progressistes, les commandants sont souvent dans une meilleure position sociale pour sanctionner les membres qui s'écartent de ces objectifs. Si ceci n'est visiblement pas toujours le cas, un certain nombre de cas sont parlants.

Des groupes tels que le Hamas, le Hezbollah et les «Tigres» tamouls sont composés de membres qui, pour la plupart, sont engagés dans un projet politique à long terme. La violence est donc plus ciblée qu'avec des groupes qui recherchent des avantages à court terme, comme le NPFL. Le Hamas, par exemple, utilise régulièrement des armes contre les soldats et les citoyens israéliens. Toutefois, les combattants s'abstiennent de prendre pour cible de grands nombres de partisans du Hamas, ou sont sanctionnés s'ils le font. L'utilisation d'armes pour la prédation, comme au Liberia et en Sierra Leone, ne constitue pas un problème.

Des groupes comme la NRA en Ouganda agissaient de la sorte avant d'arriver au pouvoir. Les membres et les chefs partageaient des principes et les objectifs communs lorsqu'ils s'opposaient au gouvernement du président Milton Obote, ce qui était aisément renforcé par une formation consacrée aux objectifs et à l'idéologie du mouvement. Comme l'affirme Clapham (1998, p. 10), la NRA était donc bien plus efficace sur le plan militaire que des groupes comme le NPFL, parce que ses troupes étaient moins enclines à se livrer au banditisme et à d'autres actes de déprédation. De plus, de telles activités ne diminuaient pas la volonté de ses membres à affronter les forces gouvernementales.

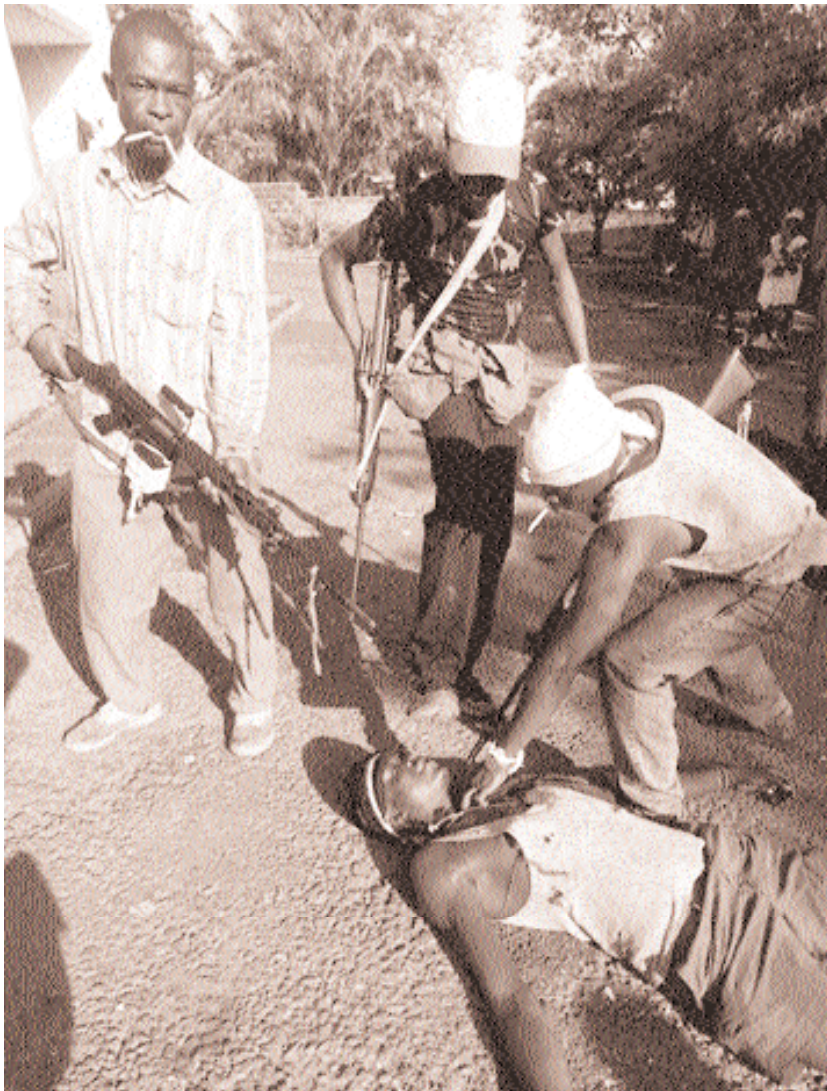
Souvent, ces groupes étaient hautement structurés, avec des hiérarchies bien établies, ainsi que des canaux de commandement et de contrôle clairs. Par conséquent, les chefs sont souvent en mesure de contrôler étroitement les actions de leurs membres. En ce qui concerne la rébellion Tamasheq au Mali septentrional, par exemple, des anciens commandants de l'armée malienne ont modelé un certain nombre de groupes armés sur des schémas militaires. Ces groupes semblaient être très coordonnés et leurs chefs étaient non seulement au courant des actions des membres sur le terrain, mais étaient également en mesure de les commander. Par conséquent, de tels groupes armés commettent généralement des meurtres hautement ciblés et utilisent la violence pour atteindre des objectifs apparemment progressistes. Ces objectifs priment sur l'envie de vengeance personnelle et la volonté passagère de piller ou de violer.

La façon dont ces groupes sont structurés est très bien illustrée par les contrôles sur la répartition des armes. Au Mali, on considérerait habituellement que, si que les combattants contrôlaient leurs propres armes (la plupart en avaient une pour leur défense personnelle), l'armement, en général, était l'affaire du commandant. Dans certains cas, lors de l'adhésion au groupe, l'arme d'un individu devenait la propriété du groupe. Quant aux armes procurées par le groupe ou prises sur l'ennemi, il ne faisait aucun doute qu'elles appartenaient au groupe. La répartition ultérieure était déterminée par le type de mission que l'utilisateur allait accomplir. Le numéro de série ainsi que le nom de l'utilisateur étaient enregistrés et les armes qui n'étaient pas utilisées restaient sous la supervision du responsable chargé des armes. Une fois l'arme attribuée, des contrôles stricts étaient effectués concernant l'utilisation des munitions.

Au sein des groupes recherchant des objectifs à long terme, la probabilité d'un meilleur contrôle de l'utilisation des armes contre les populations civiles est plus grande qu'au sein des groupes ayant des objectifs à court terme. Les éléments clés, ici, sont le besoin fréquent d'obtenir un soutien politique de la part des populations locales et l'efficacité des structures de commandement et de contrôle. Comme Clapham le note à propos de la NRA (Ouganda) et du Front patriotique rwandais (FPR), étroitement lié au premier, les niveaux globaux de formation et de rigueur, s'ils amélioraient les prestations au combat d'une unité, étaient accompagnés d'une capacité à imposer des niveaux élevés de discipline. «Les individus responsables de viols ou de meurtres sur des civils étaient exécutés publiquement.» (Clapham, 1998, p. 10).

Il convient de prendre en compte un autre élément lors de l'évaluation des structures de commandement et de contrôle des groupes qui recherchent des objectifs à long terme. Très souvent, ces groupes non seulement dépendent du soutien externe des Etats et des diasporas, mais sont généralement aussi très conscients du fait que leurs partisans, ou leurs partisans potentiels, contrôleront l'utilisation qu'ils font des armes. Lorsqu'il existe un encadrement interne et externe fort, les contraintes sur les actions des chefs sont beaucoup plus importantes (Policzer, 2002, p. 9-10). Cela ne signifie pas que de tels groupes soient nécessairement respectueux, voire au courant, des normes internationales concernant la conduite à adopter dans des conflits armés. Cependant, l'utilisation modérée des armes préoccupe certainement plus les groupes ayant des objectifs à long terme que ceux qui ont des objectifs à court terme, lesquels ont souvent des orientations criminelles et peu de liens sociaux sur le plan international.

Dans la rébellion de Tamasheq au Mali, la connaissance des normes internationales parmi les anciens commandants était lacunaire. Les chefs ont déclaré être conscients du fait que tirer sur des parachutistes en l'air est illégal¹⁷. Toutefois, la plupart ont souligné que les massacres des civils étaient punis, car les groupes avaient



Des combattants de la milice de défense civile sierra-léonaise «Kamajor» s'entraînant à capturer des rebelles du RUF à l'est de Freetown, mai 2000.

© Yannis Behrakis/Reuters

besoin du soutien de la population. C'est ce phénomène «d'autorégulation» qui permet le mieux de distinguer les groupes qui recherchent des avantages à long terme de ceux qui sont voués au court terme.

Dans ces cas, cependant, les tentatives de minimiser ou de sanctionner l'usage abusif des armes sont fréquemment entravées par le fait que les groupes manquent de la capacité structurelle nécessaire (Capie, 2004). Dans d'autres cas, comme dans celui des militaires modernes, les objectifs de combat priment sur les effets de l'utilisation d'armes légères et de petit calibre contre des non-combattants.

Encadré 7.6 Commandement et contrôle au sein du Front de secours national ougandais: exemple de considérations tactiques qui priment sur le respect des droit de l'homme

En 2004, le Centre de résolution des conflits (CECORE) et le *Small Arms Survey* se sont entretenus avec 20 anciens membres du Front de secours national ougandais (UNRF) et ont effectué une brève étude. Tous les rangs étaient représentés, depuis le simple soldat jusqu'au général de division. Parmi les découvertes importantes, se trouve le fait que les contrôles des armes aient été conçus, non pas pour prévenir l'usage abusif par des non-combattants, mais, au contraire, pour maintenir le potentiel de combat du groupe.

Il y avait accord total sur le fait que toutes les armes étaient la propriété du groupe, plutôt que celle de l'individu. Un élément important, comme pour les groupes interrogés à Bamako au Mali, en septembre 2004, est que tous les individus n'étaient pas armés. En fait, l'UNRF, à l'instar de ses homologues maliens, était structurée sur une base militaire. Tous les combattants ont affirmé qu'il existait des lignes évidentes de commandement. De plus, ils étaient tous en mesure de décrire, avec peu de divergences, la manière dont le groupe était subdivisé en six, voire sept niveaux hiérarchiques – des unités aux divisions. Les combattants ont déclaré que les nécessités tactiques dictaient le fonctionnement du système. Donc, la tâche déterminait la répartition de stocks d'armes limités (il y avait toujours moins d'armes que de membres dans le groupe). Certains combattants ont décrit le fonctionnement comme un système d'équipes dans une usine: ceux qui avaient une mission particulière disposaient d'armes qui étaient précédemment détenues par des collègues. Un seul simple soldat a décrit la façon dont les armes étaient stockées et remises après signature par un «technicien». Apparemment, les membres du groupe n'étaient pas autorisés à emporter des armes chez eux.

Selon d'anciens combattants de l'UNRF, l'aide externe était absente, ce qui explique que le groupe devait capturer toutes les armes dont il avait besoin des mains des forces gouvernementales. Le type de mission influençait la sélection. Comme pour les groupes au Mali, l'UNRF utilisait la plus grande puissance de feu possible.

Bien qu'apparemment rudimentaire, le système laisse supposer que le commandement et le contrôle sur l'utilisation des armes étaient considérables. Néanmoins, il est important de noter qu'ils pouvaient limiter certaines actions, sans toutefois influencer les autres. Interrogés sur le fait de savoir si l'utilisation d'armes dans certaines circonstances particulières était interdite, la plupart des sondés ont répondu par l'affirmative, mais non pour des raisons liées à la défense des droits de l'homme. Les raisons étaient principalement d'ordre tactique, comme ne pas tirer pour que l'ennemi ne se doute pas de la présence du groupe. Seules quatre personnes interrogées ont considéré la présence de civils comme un facteur déterminant pour la non-utilisation des armes. Le plus inquiétant est qu'aucun membre haut-gradé n'ait été parmi eux. Des quatre personnes, une seule s'est souvenue de cas spécifiques dans lesquels l'utilisation d'armes était absolument interdite, notamment dans des centres hospitaliers et des marchés.

Les sanctions les plus sévères pour la non-obéissance aux ordres semblent avoir été imposées pour toute forme de comportement qui pouvait diminuer la capacité combattante du groupe. Des sanctions, comme l'obligation de creuser des latrines, ont été prises à la suite d'actes généraux de désobéissance, alors que d'autres sanctions comme le désarmement et le confinement étaient imposées pour avoir utilisé des armes et des munitions du groupe pour tuer des animaux. La sanction la plus sévère, la mort, punissait la souillure ou le vol d'une arme appartenant au groupe. Il n'existe aucun rapport concernant les sanctions imposées par des commandants pour des manquements aux normes internationales sur la conduite à adopter lors de conflits armés.

Les implications politiques de la focalisation sur les objectifs du groupe et l'utilisation des armes

Les règles et les attentes qui permettent à un groupe de s'organiser et de fonctionner comprennent un ensemble stable d'objectifs acceptés par le groupe. Ces objectifs indiquent le type de comportement qu'un groupe devrait encourager, tolérer ou réprimer, l'utilisation des armes y compris. Une analyse des objectifs généraux d'un groupe fournit donc un moyen fiable de prévoir les cibles potentielles et l'étendue d'une campagne de violence armée. Elle souligne également les domaines où les mesures visant à éradiquer les conséquences négatives de la violence armée peuvent porter leurs fruits ou non.

Pour encourager les combattants à abandonner leurs armes légères et de petit calibre, il est essentiel de comprendre quels sont, dans leur optique, les avantages de la paix par rapport à ceux de la guerre. Dans les groupes composés d'individus qui recherchent un avantage à long terme, les combattants peuvent être plus enclins à éviter une utilisation d'armes légères et de petit calibre qui pourrait leur aliéner la population locale; ils peuvent également être davantage disposés à abandonner les armes pour profiter des avantages de la paix. En revanche, les groupes composés d'individus qui recherchent surtout des avantages à court terme cherchent généralement à tirer profit des bénéfices immédiats d'un conflit. La façon dont ces combattants utilisent les armes leur aliénera une grande partie de la population locale, augmentera la distance entre les combattants et le reste de la société et pourra faire en sorte que les avantages de la paix ne soient pas plus intéressants que ceux de la guerre. La probabilité de désarmement est réduite, étant donné que la réintégration offre peu sur le plan des avantages sociaux et matériels.

Souvent, les groupes qui disposent de structures de commandement et de contrôle faibles ou fragmentées ne sont pas en mesure de conclure des accords et de promettre avec une quelconque certitude que leurs membres y adhéreront. En ce qui concerne le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) au Sénégal, la faction Sadio semble, sur le plan économique, tirer davantage profit du conflit que le reste du groupe. Par conséquent, l'aile politique du groupe prend des engagements au nom de la branche militaire, mais sans mécanisme assurant leur mise en œuvre (Humphreys et al. Mohamed, 2003, p. 16-17). En revanche, en ce qui concerne un certain nombre de groupes engagés dans la rébellion des Tamasheq au Mali septentrional, des anciens commandants ont affirmé avoir remis toutes les armes qui étaient en leur possession. Toutefois, aucune des armes détenues par les individus et les groupes en dehors de leur contrôle n'a été restituée¹⁸. Dans le cadre des programmes de réduction d'armes, il est donc essentiel de cibler les groupes qui disposent de structures minimales ou ceux qui sont les plus susceptibles de se scinder en de petits groupes armés d'individus enclins au pillage. La raison en est que ces groupes, qui sont dépourvus de structures de commandement et de contrôle, sont généralement les groupes les plus incontrôlables dans un environnement post-conflictuel et qu'ils représentent les plus grandes menaces pour les environnements locaux. De plus, ces groupes, comme la milice Cobra en République du Congo, détiennent souvent beaucoup plus d'armes que d'autres groupes. Ceci est fréquemment dû à un manque extrême de cohérence structurelle et à des approches hautement individualistes concernant la possession d'armes (Demetriou, Muggah, et Biddle, 2002, p. 18).

La violence n'est jamais aléatoire, elle est toujours intentionnelle.

Toutefois, ce ne sont pas seulement les groupes armés non étatiques qui montrent combien la fragilité ou la fragmentation du commandement et du contrôle peuvent avoir un impact négatif sur l'utilisation des armes. Les événements récents en Afghanistan et en Irak indiquent clairement que, lorsque les forces armées et la police de l'Etat sont sous trop grande tension, des groupes armés de sécurité privée, des paramilitaires et des recrues peu entraînées sont régulièrement utilisées et sont peu supervisées. En Irak, le manque d'encadrement a été un facteur déterminant dans le scandale d'abus de prisonniers d'Abou Ghraib.

La compréhension des facteurs structurels et de l'utilisation des armes est donc pertinente dans tous les cas où des entités armées (qu'elles soient de nature étatique ou non) utilisent la violence pour atteindre des objectifs particuliers. Jusqu'à présent, on a peu attiré l'attention sur les facteurs structurels dans leurs relations spécifiques avec les armes légères et de petit calibre. Les mécanismes de base de l'autorité diffèrent peu dans les groupes, quelles qu'en soient les structures. Par conséquent, on peut tirer de nombreux enseignements des analyses relatives aux structures de commandement et de contrôle dans les groupes auxquels les chercheurs ont accès, comme les militaires occidentaux, et les constats peuvent s'appliquer à tout type de groupe armé.

CONCLUSION

Alors que l'approche ci-dessus omet bon nombre de facteurs importants et nuancés qui influencent l'utilisation des armes en fonction du contexte, elle le fait dans un but bien précis.

On peut facilement penser que l'utilisation d'armes légères et de petit calibre implique un grand nombre de problèmes insondables. Une telle vision peut empêcher d'apprécier un certain nombre de facteurs fondamentaux et de mettre en œuvre des contrôles de base qui peuvent rapidement réduire les conséquences néfastes de l'utilisation des armes légères et de petit calibre. Cette étude a donc tenté de présenter certaines contraintes essentielles relatives à l'utilisation des armes légères et de petit calibre dans les conflits armés.

Avant d'étudier des phénomènes plus complexes, il convient de poser quelques questions fondamentales sur un conflit armé. Par exemple, une réduction de la prolifération des armes dans le voisinage immédiat permet-elle de freiner leur utilisation par un groupe ou bien ce dernier pourra-t-il s'en procurer ailleurs? L'approvisionnement de certains types d'armes peut-il modifier radicalement le conflit, et, le cas échéant, qui pourrait les fournir? Un groupe qui recherche un avantage à court terme est-il susceptible de réagir positivement à un programme de DDR? Un embargo pourrait-il être le moyen le plus approprié ou le plus efficace de mettre un terme à un conflit violent dans un pays déjà saturé en armes?

L'arrêt de tous les flux d'armes vers un pays oblige-t-il les forces de police à utiliser des stocks d'armes militaires inadaptées?

Il existe plusieurs «points clés» qui pourraient être utiles pour freiner l'utilisation d'armes. Les initiatives visant à réduire la disponibilité sont les plus marquantes. C'est particulièrement vrai pour les formes les plus destructrices d'armes légères, comme les mortiers, les RPG et les lance-grenades.

La fabrication d'armes bon marché et puissantes, particulièrement les armes légères de type explosif, s'adresse clairement aux États qui disposent de peu de ressources et qui sont souvent enclins à engager un conflit. La production et le commerce de ces armements doivent être fortement réglementés.

Les armes stockées sont souvent peu sûres et leur mise en circulation peut avoir des conséquences dramatiques en termes d'augmentation des pertes en vies humaines et de dommages aux infrastructures. De nouveau, ces aspects négatifs sont potentiellement augmentés par la puissance de feu des armes stockées. Une meilleure sécurité est un «must», tandis que la destruction constitue l'option la plus sûre pour les armes qui ne sont pas utilisées.

Le même raisonnement peut être appliqué aux initiatives visant le désarmement des anciens combattants. Le fait que les armes les plus disponibles soient les plus susceptibles d'être utilisées constitue une évidence. Cibler les armes les plus destructrices pour le voisinage immédiat ou pour le niveau régional, permet de maîtriser l'escalade rapide d'un futur conflit.

Sur le plan structurel, comprendre les contrôles sociaux sur l'utilisation des armes par les groupes armés et leur relation avec les acteurs externes et les sources de revenus est essentiel pour comprendre l'effet potentiel des mesures à appliquer. La violence n'est pas aléatoire, elle est toujours intentionnelle. Traiter des effets de la violence armée nécessite l'évaluation de la logique sociale d'un groupe particulier et ses relations avec ses amis, ses ennemis et son environnement.

Les objectifs du groupe peuvent fournir une très bonne idée de l'éventualité et de la façon dont une entité armée particulière réagira aux changements de disponibilité des armes. Cette information est d'une importance cruciale pour des mesures telles que des sanctions et des programmes de réduction d'armes. Restreindre la disponibilité au niveau local peut avoir un grand impact sur les petits groupes criminels disposant de peu de ressources et n'étant peut-être pas en mesure de se procurer des armes venues de loin. Contrôler l'utilisation des armes par des groupes armés, riches en ressources ou bien organisés, nécessite une meilleure compréhension des flux complexes de ressources et des relations internationales.

Cependant, les initiatives focalisées uniquement sur les ressources sont insuffisantes. Les groupes qui promettent à leurs membres qu'ils atteindront des objectifs globaux à long terme sont en mesure de mobiliser un capital humain pour une campagne de violence armée, même s'ils sont dépourvus d'importantes ressources matérielles et financières. Les initiatives visant à enrayer l'utilisation d'armes doivent pénétrer jusqu'au cœur de la politique d'un conflit armé si elles veulent être couronnées de succès. Néanmoins, de simples contrôles de la disponibilité sont cruciaux.

Enfin, les tentatives de contrôle de l'utilisation des armes par un groupe armé nécessitent la compréhension de sa capacité d'agir de manière coordonnée. La faculté des commandants de s'engager dans des processus de paix et des programmes de DDR est d'une importance capitale. Les combattants qui échappent à la supervision et qui ne sont que faiblement liés aux structures de commandement et de contrôle peuvent se livrer à la violence armée, en dépit des engagements conclus à des niveaux supérieurs. Leur utilisation des armes pour satisfaire des ambitions personnelles représente un obstacle fondamental à la réduction des craintes de prédation, qui caractérisent fortement les sociétés post-confliktuelles dans le monde.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AUC	Autodefensas Unidas de Colombia
CECORE	Center for Conflict Resolution - Centre de résolution des conflits
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
UE	Union européenne

FARC	Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia
ICG	International Crisis Group
LURD	Liberians United for Reconciliation and Democracy - Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie
LTTE	Liberation Tigers of Tamil Eelam - Tigres de libération de l'Eelam tamoul
MANPADS	Man-portable air defence systems - Systèmes portatifs de défense anti-aérienne
MFDC	Mouvement des forces démocratiques de Casamance
MPLA	Movimento Popular de Libertação de Angola
NPFL	National Patriotic Front of Liberia - Front national patriotique du Liberia
NRA	National Resistance Army - Armée de résistance nationale (Ouganda)
RDC	République démocratique du Congo
RPG	Rocket-propelled grenade (launcher) - Lance-grenades autopropulsées
RUF	Revolutionary United Front - Front révolutionnaire uni (Sierra Leone)
SNM	Somali National Movement - Mouvement national somalien
ULIMO	United Liberation Movement for Democracy in Liberia - Mouvement uni de libération pour la démocratie au Liberia
ONU	Organisation des Nations unies
UNITA	União Nacional para a Independência Total de Angola
UNRF	Uganda National Rescue Front - Front national de secours ougandais
OMS	Organisation mondiale de la santé

NOTES

- ¹ Ceci est un aspect important de la recherche concernant les armes légères et de petit calibre. Lorsqu'une arme est actionnée et une cible touchée, ou lorsqu'une personne est contrainte d'agir contre son gré, on peut établir de façon certaine que l'arme génère un effet. Cette affirmation devient plus faible à mesure que l'on s'éloigne du «théâtre» de la violence. Par exemple, on pourrait prétendre que les armes légères et de petit calibre ont un impact important sur le développement. Cependant, on ne peut pas avancer avec certitude, étant donné qu'un conflit implique un nombre considérable d'armes différentes et est caractérisé par la sécheresse, la famine et d'autres sources d'insécurité, que les armes légères et de petit calibre sont responsables du facteur X.
- ² Les groupes, qu'ils soient de nature étatique ou non, diffèrent sous de nombreux aspects, mais ils ne diffèrent pas beaucoup en ce qui concerne les variétés d'armes potentiellement disponibles et leurs processus comportementaux de base. Ces derniers incluent l'articulation d'objectifs, le conformisme habituel des membres du groupe, la menace de sanction afin d'assurer la conformité aux objectifs et les mécanismes de supervision. Si les deux facteurs ont différents impacts sur les groupes concernés, ils ont incontestablement une fonction d'échelle.
- ³ Recherche participative impliquant des anciens combattants, Mali, septembre 2004 (*Small Arms Survey*, 2004b).
- ⁴ Entretien de Ryan Nichols, consultant du *Small Arms Survey*, avec le général Seyea Sheriff, ancien commandant des forces du LURD à Monrovia, Monrovia, 1er mars 2005; entretiens de Ryan Nichols, consultant du *Small Arms Survey*, avec un responsable de la Commission nationale pour le désarmement, la démobilisation, la réhabilitation et la réintégration et avec deux observateurs locaux informés, Monrovia, 2 mars 2005; correspondance avec Lisa Misol, chercheur de Human Rights Watch, 10 mars 2005.
- ⁵ Recherche participative impliquant des anciens combattants, Mali, septembre 2004 (*Small Arms Survey*, 2004b).
- ⁶ Ceci est largement dû au fait que, contrairement aux Etats, les diasporas sont plus fiables en matière de financement et sont moins susceptibles de chercher à exercer un contrôle sur un mouvement (Byman *et al.*, 2001, p. xv).
- ⁷ Recherche participative impliquant des anciens combattants, Mali, septembre 2004 (*Small Arms Survey*, 2004b).
- ⁸ Toutefois, aucune organisation n'autorise la domination catégorique des individus et tous les membres jouissent au moins d'une certaine liberté d'action. En termes sociologiques, la «restitution» fait toujours partie d'une équation (Simmel, 1971). Les individus abandonnent une partie de leur liberté personnelle pour le groupe, qui peut être «restituée» de diverses façons. Par exemple, par l'octroi d'un salaire et d'un bien-être social, en servant les ambitions politiques ou, à l'extrême, en permettant de tirer, de violer et de piller à souhait. Néanmoins, les groupes diffèrent considérablement en ce qui concerne l'articulation des objectifs, les modes tolérés de comportement et le degré d'application des sanctions.
- ⁹ Recherche participative impliquant des anciens combattants, Mali, septembre 2004 (*Small Arms Survey*, 2004b).
- ¹⁰ Ce chapitre considère le leadership comme un facteur crucial dans l'articulation et l'application des objectifs du groupe, mais il n'est pas considéré comme le facteur le plus crucial. Les normes, les règles et les mœurs qui définissent la perception par un individu d'un comportement «correct» peuvent également être attribuées aux relations avec des membres de groupes «réguliers», étant donné qu'ils sont en contact avec les chefs du groupe. Néanmoins, les chefs du groupe disposent d'un degré plus élevé d'autonomie en matière de processus décisionnel que la plupart des membres du groupe. Donc, on pourrait s'attendre à ce que les décisions soient prises et exécutées avec un certain degré de liberté et en relation avec des objectifs structurels importants. Le mécanisme de supervision qu'ils instaurent et leur capacité latente de sanction fait d'eux un facteur important dans l'évaluation de la conformité des objectifs du groupe.
- ¹¹ Faire de la cupidité le motif central d'un conflit armé cache souvent des phénomènes plus fondamentaux, comme l'absence d'espoir et un engagement pour la justice par le biais d'une cause qui offre une possibilité de sortir de la pauvreté et un moyen d'émancipation (Ballentine et Sherman, 2003; Agbonifo, 2004). Les objectifs peuvent être articulés de diverses façons et les incitants être d'ordre *financier*, *culturel* ou *spirituel*. Dans une armée professionnelle, par exemple, les récompenses économiques peuvent être prédominantes, mais les combattants revendiquent également le droit de combattre pour des raisons de loyauté à l'égard d'amis et de défense d'un pays. Dans les groupes rebelles, un mélange

- similaire d'objectifs et de motivations prime. L'identification à une classe, une langue ou un groupe ethnique particuliers, qui peut être transmise par des références à des facteurs historiques (construits ou pas) ou des rituels (dévouement corps et âme à une certaine cause) peuvent renforcer ces objectifs (Humphrey et ag Mohamed, 2003; Stewart, 2002).
- ¹² Les militaires de style occidental moderne combinent des motivations à court et à long terme en ce qui concerne le gain. Les soldats reçoivent un salaire régulier afin de satisfaire leurs besoins immédiats, mais ils sont également conditionnés par la formation (conçue depuis longtemps pour augmenter la loyauté au «roi et au pays»); ils sont en outre contrôlés dans le cadre d'une structure organisationnelle très étroite.
- ¹³ Tous les membres des groupes ne sont pas nécessairement armés. Ils exercent d'autres fonctions que les missions liées au combat. Au sein des groupes mieux organisés, ces tâches incluent la tenue à jour de documents, le contrôle des arsenaux et la gestion des finances. Dans tous les groupes, on retrouve des tâches relatives à la cuisine, ou même à la chasse et à l'agriculture. Les niveaux d'armements ne sont pas stables non plus. Comme pour toutes les ressources consommables, les stocks d'armes et de munitions varient en fonction des niveaux d'approvisionnement et de consommation. Il peut donc arriver que de tels acteurs soient armés, ou que, à d'autres moments, ils ne le soient pas ou soient dépourvus de munitions.
- ¹⁴ Recherche participative impliquant des anciens combattants, Mali, septembre 2004 (*Small Arms Survey*, 2004b).
- ¹⁵ *Comando Vermelho, Terceiro Comando, Amigos dos Amigos*, et *Terceiro Comando Puro*.
- ¹⁶ Recherche participative impliquant des anciens combattants, Mali, septembre 2004 (*Small Arms Survey*, 2004b).
- ¹⁷ Recherche participative impliquant des anciens combattants, Mali, septembre 2004 (*Small Arms Survey*, 2004b).
- ¹⁸ Recherche participative impliquant des anciens combattants, Mali, septembre 2004 (*Small Arms Survey*, 2004b).

BIBLIOGRAPHIE

- Abdullah, Ibrahim et Patrick Muana. 1998. «The Revolutionary United Front of Sierra Leone». Dans Christopher Clapham, éd. *African Guerrillas*. Oxford: James Currey, p. 172-93.
- Agbonifo, John. 2004. «Beyond Greed and Grievance: Negotiating Political Settlement and Peace in Africa». *Peace, Conflict and Development*, n° 4 (avril), p. 1-14.
- AI (Amnesty International). 2004. «Guns and Police: Standards to Prevent Misuse». AI Index ACT 30/001/2004. New York: Amnesty International. 23 février. Consulté le 28 mars 2005. <[http://web.amnesty.org/library/pdf/ACT300012004ENGLISH/\\$File/ACT3000104.pdf](http://web.amnesty.org/library/pdf/ACT300012004ENGLISH/$File/ACT3000104.pdf)>
- Allison, Graham. 1971. *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*. Boston, MA: Little, Brown and Company.
- Ballentine, Karen et Jake Sherman, eds 2003. *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievance*. Londres: Lynne Rienner.
- Bowyer Bell, John. 1998. «The Dynamics of the Armed Struggle». Londres: Frank Cass.
- Brabazon, James. 2003. *Liberia, Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD)*. Document d'information n° 1. Londres: Royal Institute of International Affairs, Armed Non-State Actors project. Février.
- Burke, Robert. 1984. «UNITA – A Case Study In Modern Insurgency». Quantico: Marine Corps Command et Staff College. 2 avril.
- Burnett, Victoria. 2004. «Alleged Vigilante in Kabul Says He Had US Support». *Boston Globe*. 22 août. Consulté le 27 mars 2005. <http://www.boston.com/news/world/articles/2004/08/22/alleged_vigilante_in_kabul_says_he_had_us_support?mode=PF>
- Byman, Daniel et al. 2001. *Trends in Outside Support for Insurgent Movements*. Santa Monica, CA: RAND Corporation.
- Campbell, Bruce et Arthur Brenner, eds 2000. *Death Squads in Global Perspective: Murder with Deniability*. New York: St Martin's Press.
- Capie, David. 2003. *Under the Gun: The Small Arms Challenge in the Pacific*. Wellington, Nouvelle-Zélande: Victoria University Press.
- . 2004. *Armed Groups, Weapons Availability and Misuse: An Overview of the Issues and Options for Action*. Document de travail pour une réunion organisée par le Centre for Humanitarian Dialogue, en préparation de la 6^e rencontre du Réseau de la sécurité humaine. Bamako, Mali. 25 mai.
- Capie, David et Pablo Policzer. 2004. «Keeping the Promise of Protection: Holding Armed Groups to the Same Standard as States. A policy brief commissioned for the UN Secretary-General's High Level Panel on Threats, Challenges and Change». Vancouver: University of British Columbia, Armed Groups Project. 15 janvier.
- Clapham, Christopher, éd. 1998. *African Guerrillas*. Oxford: James Currey.
- Clausewitz, Carl von. 1997. *On War*. Book IV: *The Combat*. Traduit en anglais par J. J. Graham. Ware: Wordsworth Editions.
- Cleary, Sean. 1999. «Angola: A case study of private military involvement». Dans Jakkie Cilliers et Peggy Mason, eds *Peace, Profit or Plunder? The Privatisation of Security in War-torn African Societies*. Pretoria: Institute for Security Studies, p. 141-74.
- COFR (Council on Foreign Relations). 2003. *Afghanistan: Are We Losing the Peace?* Rapport de la présidence concernant le travail d'une commission indépendance financée par le COFR et Asia Society. Consulté le 22 novembre 2004. <http://www.asiasociety.org/policy_business/afghanistan061703.pdf>
- Collier, Paul. 2000. «Rebellion as a Quasi-Criminal Activity». *Journal of Conflict Resolution*, 44(6), p. 839-53.
- Compagnon, Daniel. 1998. «Somali Armed Movements». Dans Christopher Clapham, éd. *African Guerrillas*. Oxford: James Currey, p. 73-90.
- Cook, Phillip et Jens Ludwig. 2003. *Does Gun Prevalence Affect Teen Gun Carrying After All?* Document de travail, série SAN03-04. Durham, NC: Terry Sanford Institute of Public Policy, Duke University. 15 août.
- Cukier, Wendy, Alison Kooistra et Mark Anto. 2002. «Gendered Perspectives on Small Arms Proliferation and Misuse: Effects and Policies». Dans Vanessa Farr et Kiflemariam Gebre-Wold, eds *Gender Perspectives on Small Arms and Light Weapons: Regional and International Concerns*. Brief 24. Bonn: Bonn International Center for Conversion, p. 25-39.
- Cyert, Richard M. et James G. March. 1963. *A Behavioral Theory of the Firm*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall.
- Dasgupta, Sunil. 2003. *Understanding Paramilitary Growth. Agency Relations in Military Organization*. Projet de présentation pour une conférence intitulée «Curbing human rights violations by non-state armed groups» 13-15 novembre. Vancouver: University of British Columbia Armed Groups Project.
- . 2004. *Paramilitaries and Small Arms*. Document de recherche non publié. Washington, DC: Brookings Institution.
- Demetriou, Spyros. 2002. *Politics from the Barrel of a Gun: Small Arms Proliferation and Conflict in the Republic of Georgia (1989-2001)*. Document hors-série n° 6. Genève: Small Arms Survey. Novembre.
- Demetriou, Spyros, Robert Muggah, et Ian Biddle. 2002. «Small Arms Availability, Trade and Impacts in the Republic of Congo». Rapport spécial. Genève: Small Arms Survey. Avril.
- Dowdney, Luke. 2003. «Children of the Drug Trade: A Case Study of Armed Violence in Rio de Janeiro». Rio de Janeiro: Viveiros de Castro E.
- Ellis, Stephen. 1998. «Liberia's Warlord Insurgency». Dans Christopher Clapham, éd. *African Guerrillas*. Oxford: James Currey, p. 155-71.
- . 1999. *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*. New York: New York University Press.
- Fowler, Robert et David Angell. 2001. «Case Study: Angola Sanctions». Dans Rob McRae et Don Hubert, eds *Human Security and the New Diplomacy: Protecting People, Promoting Peace*. Montreal: McGill-Queen's University Press, p. 190-98.
- Guyler Delva, Joseph. 2004. «New bloodshed erupts as Haiti police, gangs clash». Reuters AlertNet Foundation. 19 novembre. Consulté

- le 28 mars 2005. <<http://www.globalexchange.org/tours/haiti/2714.html>>
- HRW (Human Rights Watch). 2003. *Weapons Sanctions, Military Supplies, and Human Suffering: Illegal Arms Flows to Liberia and the June–July Shelling of Monrovia*. Document d'information. New York: HRW. 3 novembre.
- Humphreys, Macarant et Habaye ag Mohamed. 2003. *Senegal and Mali*. Document présenté au «Civil Conflict Workshop» organisé par la Banque mondiale et l'Institut international de recherche pour la paix, Oslo (PRIO). Consulté le 22 février 2005. <http://www.columbia.edu/~mh2245/papers1/sen_mali.pdf>
- ICG (International Crisis Group). 2003a. *Tackling Liberia: The Eye of the Regional Storm*. Africa Report n° 62. Libreville et Bruxelles: ICG. Consulté le 23 février 2005. <http://www.icg.org/library/documents/report_archive/A400960_30042003.pdf>
- . 2003b. *Dealing with Savimbi's Ghost: The Security and Humanitarian Challenges in Angola*. Africa Report n° 58. Luanda et Bruxelles: ICG.
- ICHRP (International Council on Human Rights Policy). 1999. *Ends and Means: Human Rights Approaches to Armed Groups*. Genève: ICHRP.
- Johnson, Phyllis et David Martin, eds 1988. *Frontline South Africa: Destructive Engagement*. New York: Four Walls, Eight Windows.
- Jourdan, Luca. 2004. «Being at War, Being Young: Violence and Youth in North Kivu». Dans Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, eds. *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*. Gand: Academia Press, p. 157-76.
- Kaldor, Mary. 1999. *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Kalyvas, Stathis. 2003. *The Sociology of Civil Wars: Warfare and Armed Groups*. New Haven, CT: Department of Political Science, Yale University. 4 novembre.
- Kapuscinski, Ryszard. 1987. *Another Day of Life*. Traduit par William Brand et Katarzyna Mroczkowska-Brand. Londres: Penguin.
- Khakee, Anna et Nicolas Florquin. 2003. *Kosovo and the Gun: A Baseline Assessment of Small Arms and Light Weapons in Kosovo*. Rapport spécial. Genève: Small Arms Survey. Juin.
- Klare, Michael. 2002. *Resource Wars: The New Landscape of Global Conflict*. New York: Henry Holt and Company.
- Lecocq, Baz. 2002. «That Desert is Our Country». *Tuareg Rebellions et Competing Nationalisms in Contemporary Mali (1946-1996)*. Thèse de doctorat. Amsterdam: Université d'Amsterdam. Novembre.
- Liddell Hart, Basil. 1974. *Strategy: The Indirect Approach*, 2^e éd. rév. New York: Signet Books.
- March, James G. et Herbert A. Simon. 1958. *Organizations*. New York: John Wiley and Sons.
- Mazali, Rena. 2004. *A Serious Gun Habit: Israeli's desensitization to a growing public presence of small arms*. Document de travail. Genève: Small Arms Survey.
- Miller, Derek. 2003. *Demand, Stockpiles, and Social Controls: Small Arms in Yemen*. Document hors-série n° 9. Genève: Small Arms Survey. Mai.
- Muggah, Robert et James Bevan. 2004. *Reconsidering Small Arms in the Solomon Islands*. Document de travail. Genève: Small Arms Survey.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 2002. Rapport mondial sur la violence et la santé. Genève: OMS.
- Yousaf, Mohammad et Mark Adkin. 2001. *Afghanistan the Bear Trap: The Defeat of a Superpower*. Havertown, PA: Casemate.
- ONU (Organisation des Nations unies). 2001. *Le rôle des diamants dans les conflits: briser le lien entre le négoce illicite des diamants bruts et les conflits armés afin de contribuer à la prévention et au règlement des conflits*. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. A/RES/55/56 du 29 janvier.
- . 2003a. *Lettre datée du 24 avril 2003 du Directeur du Comité du Conseil de sécurité établi conformément à la résolution 1343 (2001) concernant le Liberia adressée au Président du Conseil de sécurité*. S/2003/498 du 24 avril.
- . 2003b. *Rapport du Haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme et le suivi de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Liberia*. E/CN.4/2004/5 du 12 août.
- . 2003c. *Lettre datée du 28 octobre 2003 du Directeur du Comité du Conseil de sécurité établi conformément à la résolution 1343 (2001) concernant le Liberia adressée au Président du Conseil de sécurité*. S/2003/937 du 28 octobre.
- Policzer, Pablo. 2002. *Human Rights and Armed Groups: Toward a New Policy Architecture*. Genève: Geneva Call. Juillet. Consulté le 22 février 2005. <[http://www.genevacall.org/resources/testi-referencematerials/testi-otherdocuments/jul02\(ppoliczer\).pdf](http://www.genevacall.org/resources/testi-referencematerials/testi-otherdocuments/jul02(ppoliczer).pdf)>
- Prendergast, John. 1999. *Angola's Deadly War: Dealing with Savimbi's Hell on Earth*. Special Report. Washington, DC: United States Institute of Peace.
- Ron, James. 2000. «Territoriality and Plausible Deniability: Serbian Paramilitaries in the Bosnian War». Dans Bruce Campbell et Arthur Brenner, eds. *Death Squads in Global Perspective: Murder with Deniability*. New York: St Martin Presses, p. 287-312.
- Simmel. 1971. *On Individuality and Social Forms*. Donald Levine, éd. Chicago, IL: Chicago University Press.
- Simon, Herbert. 1997. *Administrative Behavior: A Study of the Decision-Making Processes In Administrative Organizations*, 4^{ème} éd. New York: The Free Press.
- Small Arms Survey. 2004a. *Small Arms Survey 2004: Rights at Risk*. Oxford: Oxford University Press.
- . 2004b. *Atelier Anciens Combattants*. Document de travail. Bamako: Small Arms Survey. 2-3 septembre.
- Steinbruner, John. 1974. *The Cybernetic Theory of Decision: New Dimensions of Political Analysis*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Stewart, Frances. 2002. «Horizontal Inequalities as a Source of Conflict». Dans David Malone et Osler Hampson, eds. *From Reaction to Conflict Prevention: Opportunities for the UN System*. Londres: Lynne Rienner, p. 105-36.
- Washington Post*. 2004. «Alleged Vigilantes Show Footage Of Afghan Operations», 24 août, p. A10.
- Weinstein, Jeremy. 2002. *The Structure of Rebel Organizations: Implications for Post-Conflict Reconstruction*. Notes de diffusion n° 4. Washington, DC: World Bank, Social Development Department. Juin.
- . 2004. *Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment*. Stanford, CA: Center for Global Development and Stanford University. Octobre.

REMERCIEMENTS

Auteur principal

James Bevan

Autres collaborateurs

Eric Berman, David Capie, Luke Dowdney, Nicolas Florquin, Sahar Hasan, Keith Krause, Emile LeBrun, Glenn McDonald, Lisa Misol, Pablo Policzer, Stella Sabiti, Alex Vines et Christina Wille